

**CRÉDOC**

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET  
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

---

## **L'opinion des Français sur la prime d'activité et le « Revenu universel d'activité »**

**Enquête Conditions de vie et aspirations  
Terrain mené en janvier 2020**

Solen Berhuet, Sandra Hoibian

# Contexte et objectifs

## Une enquête menée en Janvier 2020 à la suite de différents évènements

- 13 septembre 2018 : annonce par le Président de la République de la création d'un Revenu universel d'activité.
- Octobre 2018 : Stratégie nationale de prévention et lutte contre la pauvreté « Investir dans les solidarités pour l'émancipation de tous » qui prend 5 engagements
- Janvier 2019 : élargissement du public de la prime d'activité (nombre de bénéficiaires passé de 3 millions à 4 millions) pour répondre à la colère du mouvement des Gilets jaunes
- 3 juin 2019 : lancement d'une concertation institutionnelle, citoyenne sur le RUA, avis du jury citoyen rendu le 23 février 2020





## Quel regard portent les Français sur

- La prime d'activité
- Les contours possibles du Revenu Universel d'Activité (RUA)

# Les thématiques abordées

## 1/ La prime d'activité

Quel niveau de connaissance de la prime d'activité dans la population ?

Les profils des bénéficiaires de la prime d'activité

L'opinion des Français sur la stabilité pendant 3 mois du montant de la prime d'activité

L'opinion des Français concernant la hausse de la prime d'activité et l'élargissement du public cible

L'adhésion des Français à l'éligibilité des moins de 25 ans au dispositif

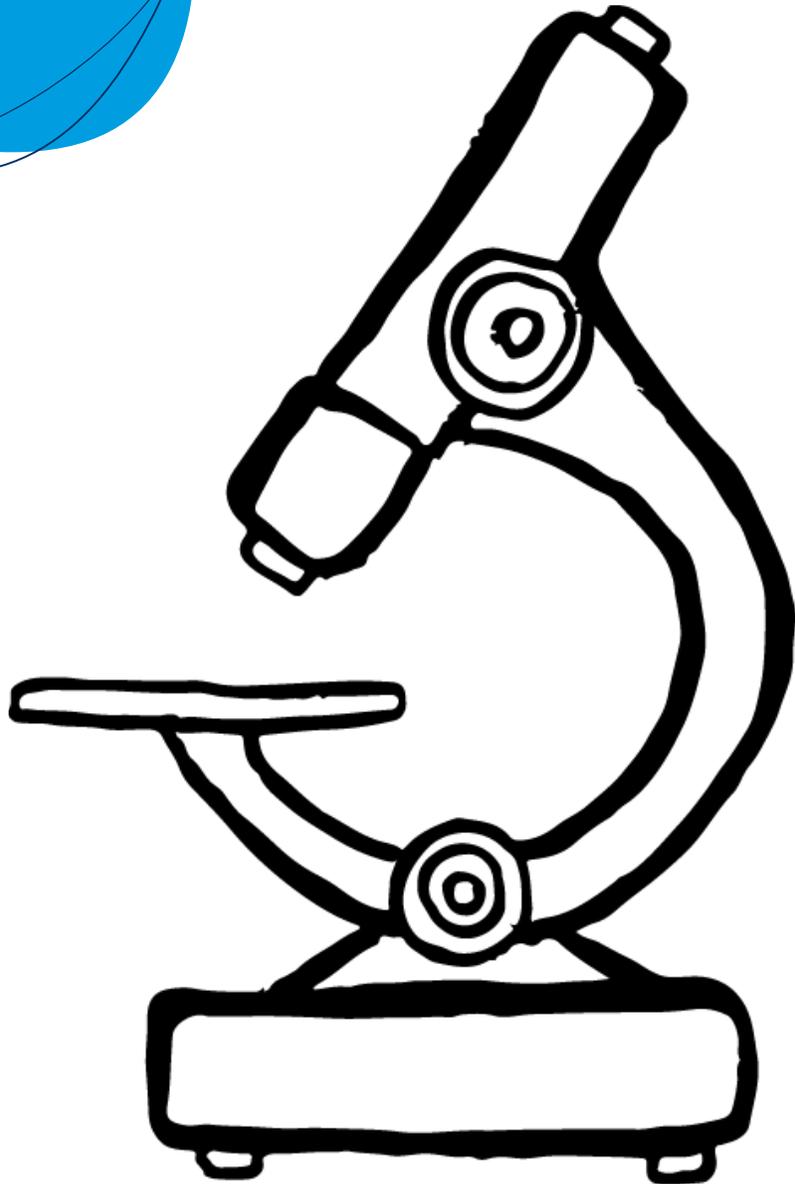
## 2/ Le Revenu Universel d'Activité

Quel niveau d'adhésion des Français aux différents scénarios de fusion des aides ?

Quels seraient les avantages à fusionner les aides du point de vue des Français ?

Quels seraient au contraire, les inconvénients de cette fusion ?

# Méthodologie



## L'enquête Conditions de vie et aspirations – 40 ans d'histoire

- **Un dispositif existant depuis 1978**, mené deux fois par an (40 ans d'histoire)
- **Interrogation de :**
- **3 019 personnes** âgées de 15 ans et plus, interrogées en ligne.
- Des questions financées par la DGCS et mutualisées avec certaines questions de la CNAF, des questions financées par d'autres souscripteurs, **un tronc commun de questions très riche** (Un questionnaire d'une durée moyenne d'une heure environ)
- Selon la **méthode des quotas** (sexe, âge, diplôme, PCS, taille d'agglomération, région) calculés à partir des données du recensement INSEE
- **Données redressées** pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale.
- **Terrain entre décembre 2019 et janvier 2020**

En préambule : une  
enquête menée **avant** la  
crise sanitaire de la  
Covid-19



## Une enquête menée en janvier 2020 dans un contexte économique plutôt positif et un contexte social tendu

- Indicateurs économiques au vert :
- Le taux de chômage s'établit à 8,1% en fin d'année, soit le point le plus bas enregistré depuis fin 2008
- Le pouvoir d'achat enregistre une hausse de 1,9% (contre 1,2% en 2018), la plus forte augmentation enregistrée depuis 12 ans. *Insee Informations rapides*
- Le pouvoir d'achat accélère au quatrième trimestre 2019 (+0.7%) et sur l'année (+1.9%), 28 février 2020
- Des mouvements sociaux et grèves d'une longueur inédite contre la réforme des retraites engagée par le gouvernement



## ...avant la crise sanitaire de la covid-19 et ses conséquences économiques et sociales

**Chute historique du PIB (estimée à -11% pour 2020)**

**Hausse historique du chômage, la plus forte enregistrée depuis janvier 1996**

Source : Dares, Pôle Emploi, avril 2020, Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire

**Difficultés à payer les charges de logement pouvant toucher 2.8 millions de foyers (Estimation IRES, 16 avril 2020, Pierre Concialdi)**

**Faillites d'entreprises et moindre création d'entreprises**

**Progression des troubles du sommeil (+15 pts) des violences ou disputes graves (+ 2 pts) source / COVI-PREV, Santé France, 4eme semaine de confinement**



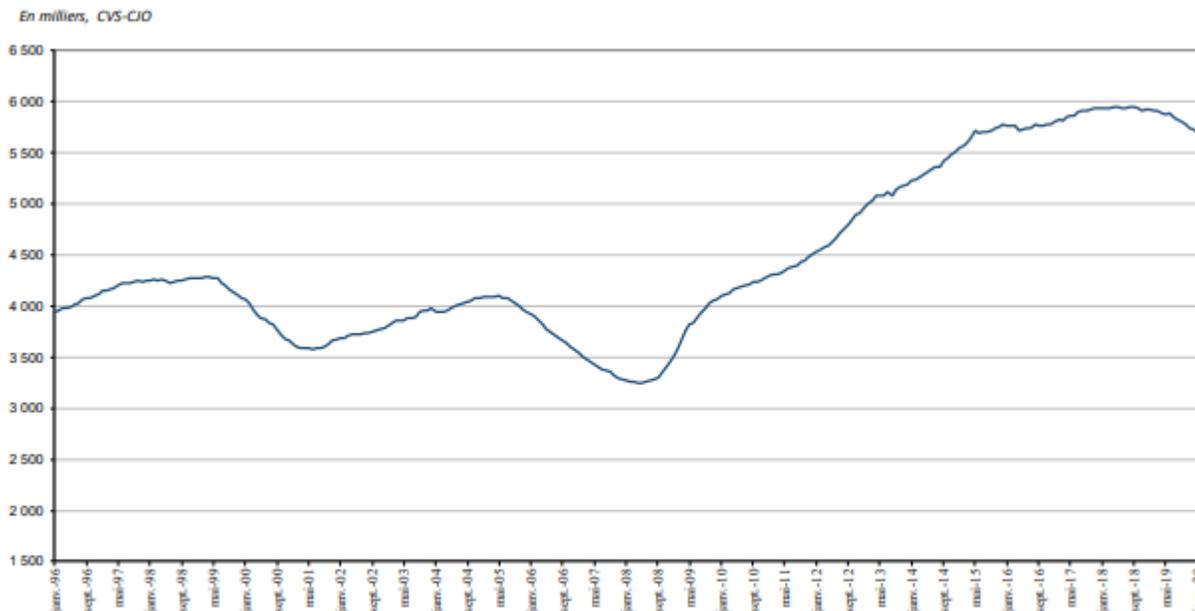
# Une hausse du chômage en mars 2020, liée...

## A la hausse des entrées à Pôle Emploi...

+5,5% des entrées en catégories A, B et C entre février et mars 2020 :

- Fins de mission d'intérim : +45 300 (multipliées par 2,5)
- Fins de contrats courts : +29 800 (+27,5% en un mois)

## Evolution du nombre de demandeurs d'emploi catégories A, B et C



Champ : France (hors Mayotte)  
Source : Pôle emploi-Dares, STMT

## ... Et à la baisse des sorties de Pôle Emploi

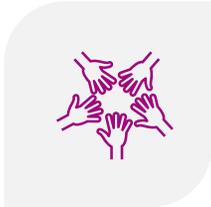
Baisse de 29% des sorties (catégories A, B et C) soit 168 900 sorties de moins, plus forte baisse depuis 1996.

Une baisse des sorties qui s'explique pour différentes raisons, dont notamment :

- Baisse des reprises d'emploi déclarées (-39 700)
- Baisse des entrées en stage ou formation (-26 700)
- Baisse des radiations administratives (-23 400), ces dernières ayant été interrompues à la mi-mars
- Mesures de prolongement des droits à indemnisation pour les demandeurs d'emploi en fin de droit

Source : Dares, Pôle Emploi, avril 2020, Situation sur le marché du travail durant la crise sanitaire  
[https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares\\_demandeurs\\_emploi\\_note\\_mensuelle\\_mars\\_2020\\_.pdf](https://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/dares_demandeurs_emploi_note_mensuelle_mars_2020_.pdf)

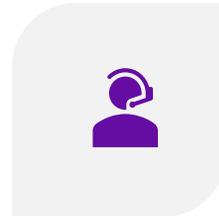
# Des mesures d'urgence mises en place...



MISE EN PLACE D'UN  
FONDS DE SOLIDARITÉ  
POUR LES PETITES  
ENTREPRISES



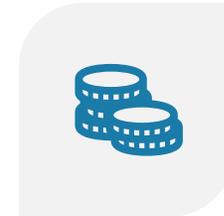
AIDES  
EXCEPTIONNELLES AUX  
INDÉPENDANTS



FINANCEMENT DU  
CHÔMAGE PARTIEL



PROLONGATION DE  
L'INDEMNISATION DES  
CHÔMEURS EN FIN DE  
DROITS



AIDES  
EXCEPTIONNELLES DES  
CAF



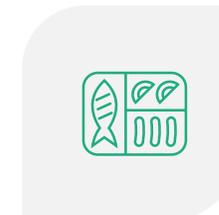
MAINTIEN DES  
DROITS DES  
ASSURÉS SOCIAUX  
ET LEUR ACCÈS AUX  
SOINS



REPORT DE LA TRÊVE  
HIVERNALE POUR LES  
EXCLUSIONS  
LOCATIVES



INDEMNISATION  
DES ARRÊTS  
MALADIE DÈS LE  
1<sup>ER</sup> JOUR D'ARRÊT

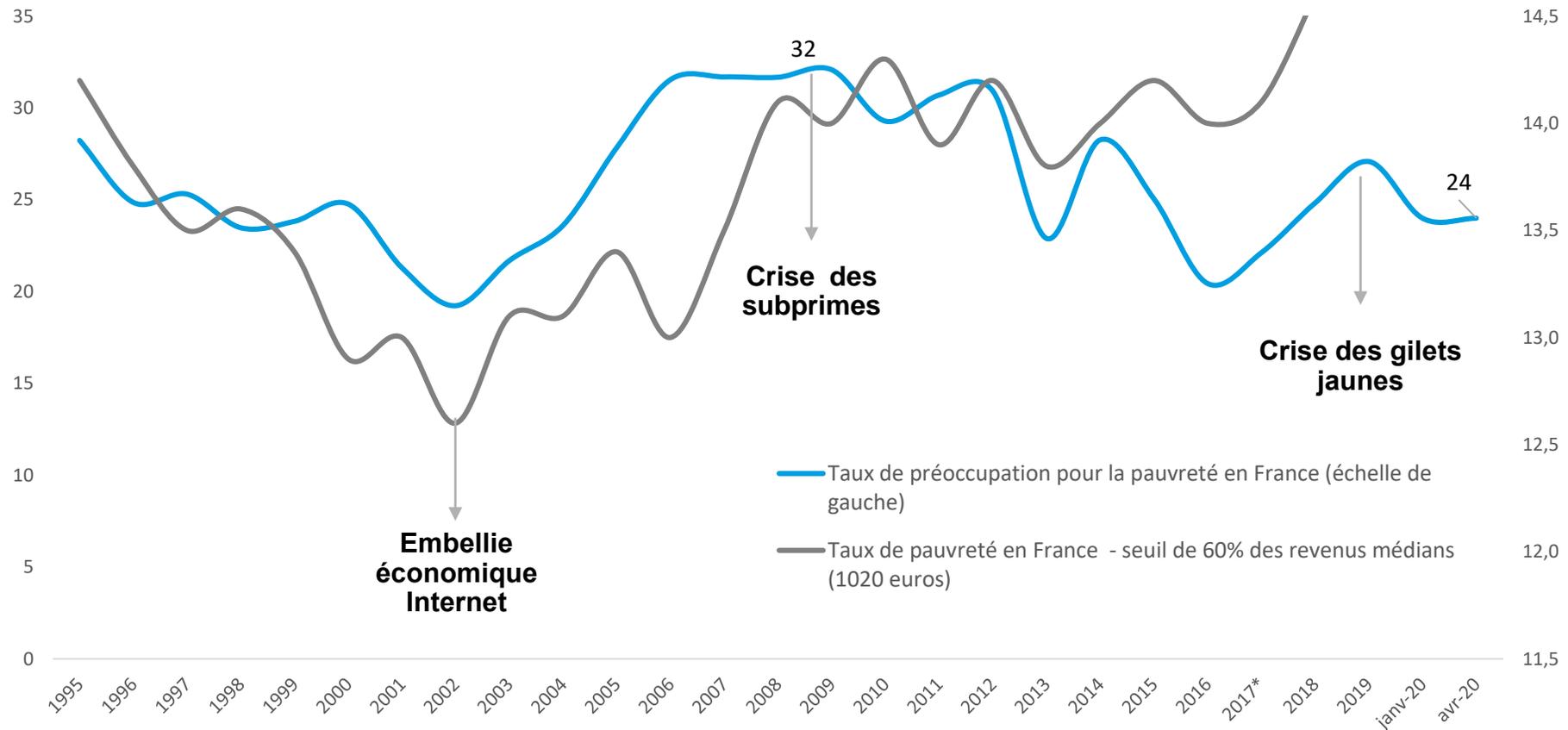


AIDES ALIMENTAIRES  
ET BESOINS DE 1<sup>ÈRE</sup>  
NÉCESSITÉ POUR LES  
PLUS DÉMUNIS



**Mais qui ne remet pas en cause, pour  
l'instant, les tendances de long terme de  
regard sur la pauvreté**

# De moindres préoccupations pour la pauvreté

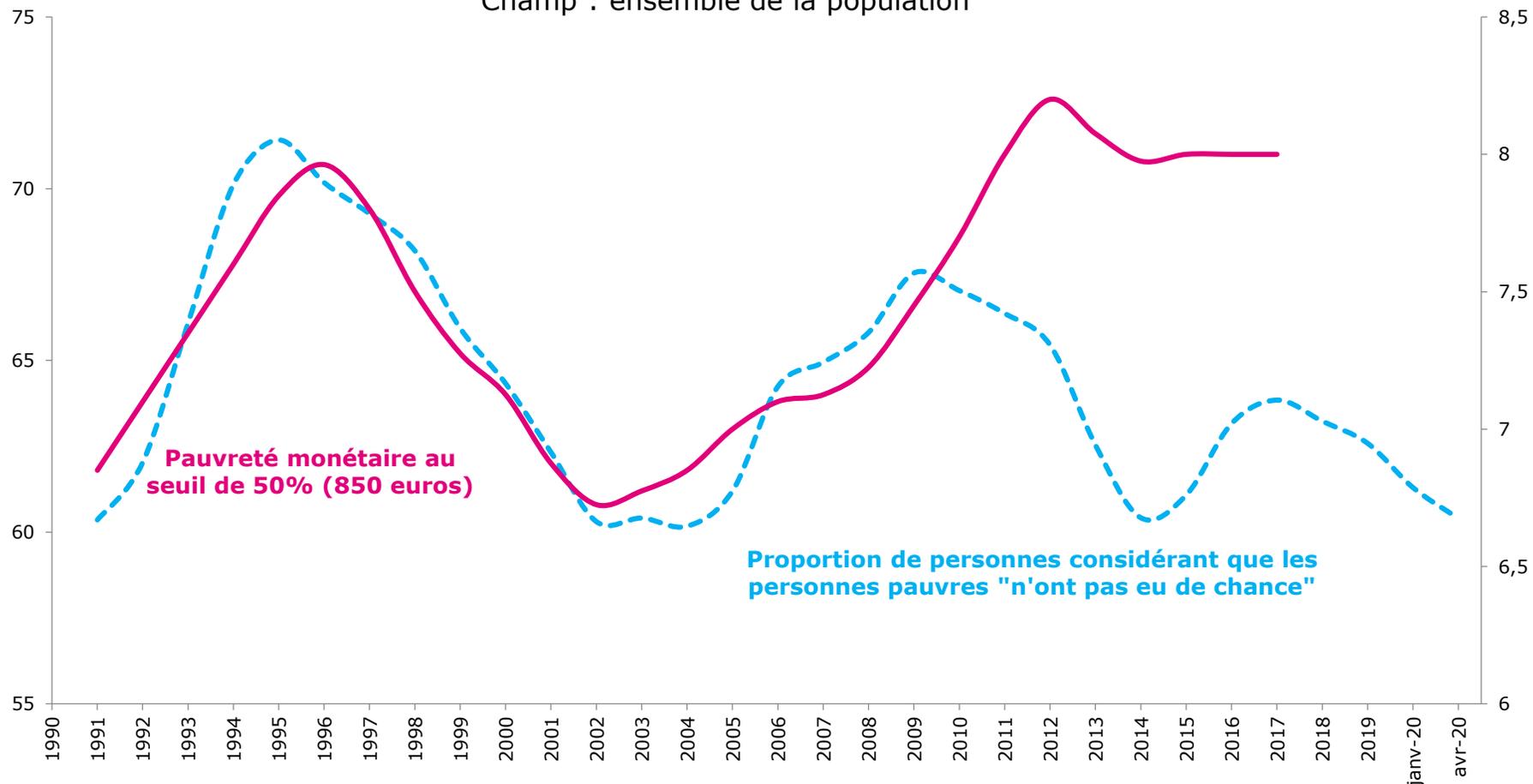


Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », avril 2020 (échelle de gauche) ; Insee, taux de pauvreté monétaire au seuil de 60% (échelle de droite)

# L'empathie envers les personnes pauvres ne remonte pas malgré la crise qui s'annonce

« Qu'est-ce qui explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? »  
(en % « Plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance »)

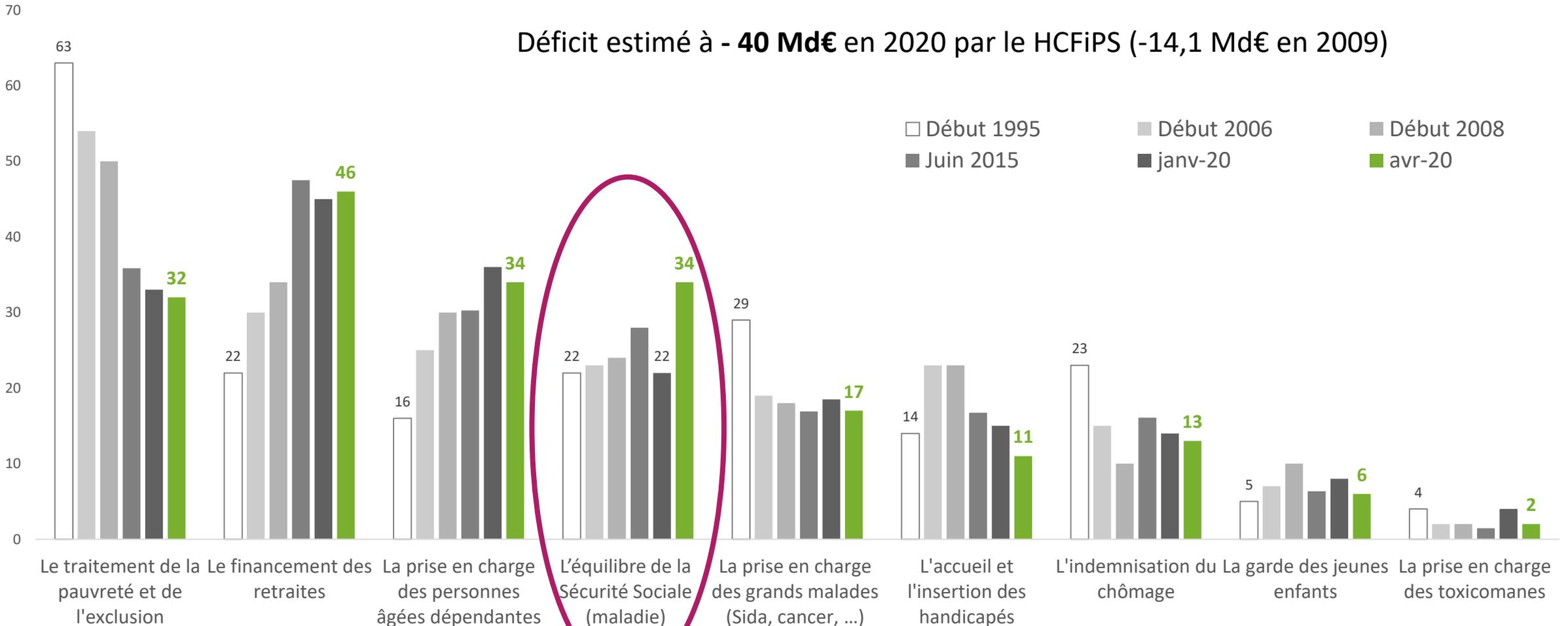
Champ : ensemble de la population



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », avril 2020 (échelle de gauche) ; Insee, taux de pauvreté monétaire au seuil de 50% (échelle de droite)

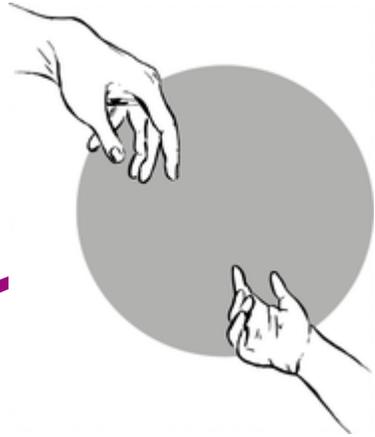
# La crise de la Covid-19 amplifie les craintes sur le déficit de la sécurité sociale davantage que celles concernant la pauvreté

Déficit estimé à **- 40 Md€** en 2020 par le HCFiPS (-14,1 Md€ en 2009)



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations

# Le regard des Français sur la protection sociale dépend de multiples facteurs au-delà de la question de la pauvreté



L'évolution des conditions de vie

L'évolution des systèmes de valeurs

L'évolution des aspirations

L'évolution de la structure de la population

L'évolution des politiques sociales

Evolution de la pauvreté/inégalités/revenu

Flexibilisation de l'emploi

Individualisation

Horizontalité

Egalité

Autonomie

Respect

Vie intense

Santé (vieillesse)

Progression des dépenses contraintes (logement)/ tension pouvoir d'achat

Accélération Incertitude

Vieillesse

Foyers monoparentaux, personnes seules

Evolution de l'équilibre/ financement

Activation/ Contreparties

Ciblage/ conditions d'accès

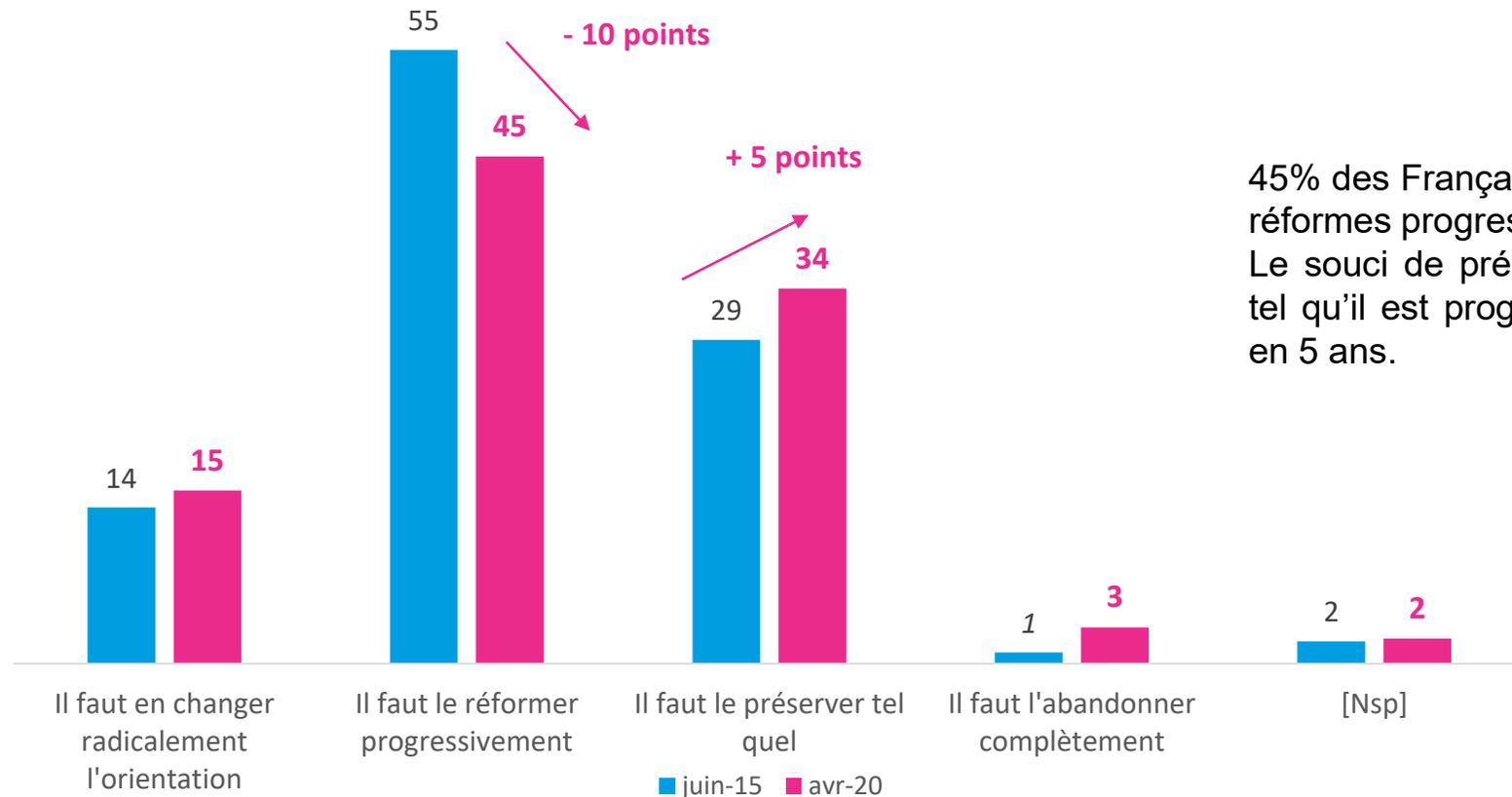
Reconnaissance

Changements fréquents

# Au total, une préférence pour réformer, voire préserver le système, plutôt qu'en changer radicalement, confortée avec la crise de la covid-19

Selon-vous, que doit-on faire par rapport au système de protection sociale ? (en %)

Champ : ensemble de la population



45% des Français préconisent des réformes progressives.  
Le souci de préserver le système tel qu'il est progresse de 5 points en 5 ans.

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », Juin 2015 et Avril 2020 (pendant le « grand confinement »)

**La prime d'activité : un  
dispositif connu... mais  
moins que d'autres  
touchant des publics  
aussi larges**



Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité remplace la Prime Pour l'Emploi (PPE) et le volet « activité » du Revenu de Solidarité Active (RSA).

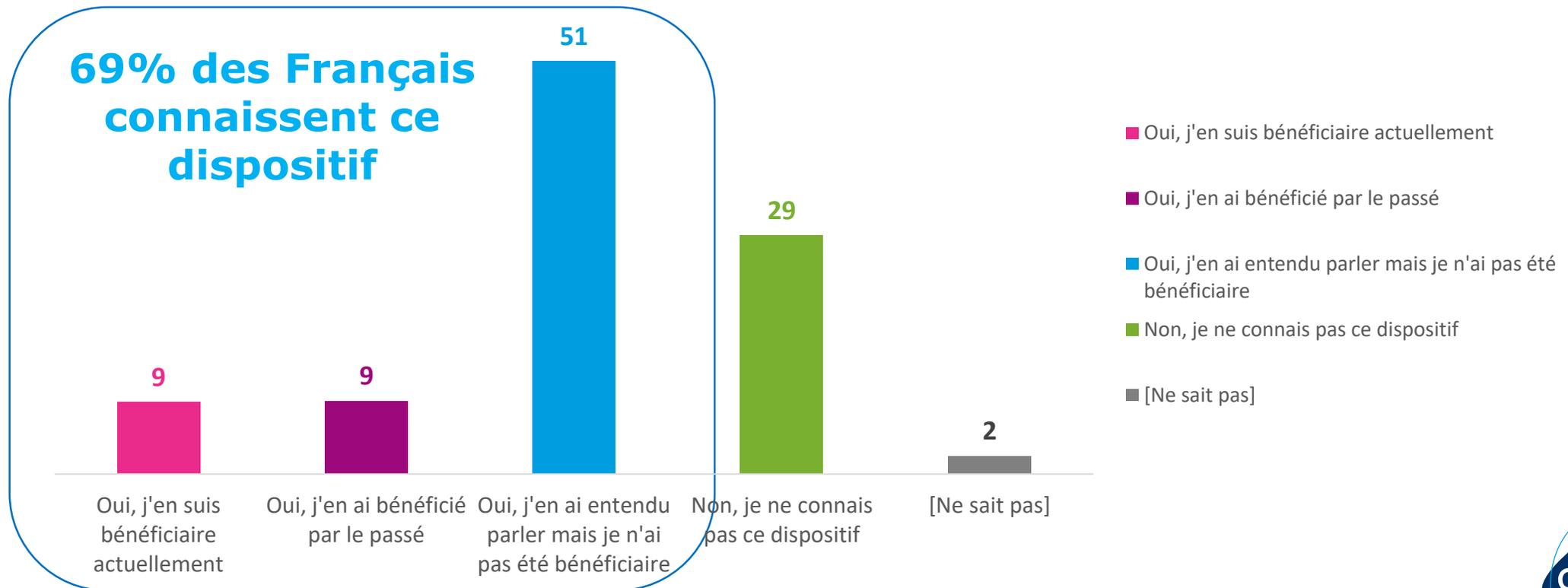
L'ambition soutenue par le dispositif est d'encourager l'emploi des actifs aux faibles ressources par le versement d'une aide financière. Le dispositif a été ouvert aux apprentis et aux indépendants qui remplissent les conditions de ressources.

Le montant de la prime d'activité est calculé à partir de l'ensemble des ressources des membres du foyer.

# 7 Français sur 10 connaissent la prime d'activité

« Depuis 2016, la prime d'activité est un complément de ressources versé par la CAF ou la MSA lorsque les ressources d'un ménage sont inférieures à un montant minimum par mois, de manière à compléter les revenus des salariés et des travailleurs indépendants. Elle vise à favoriser la reprise ou le maintien dans l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des ménages modestes. Elle remplace l'ancien RSA activité et la prime pour l'emploi. Connaissez-vous ce dispositif ? »

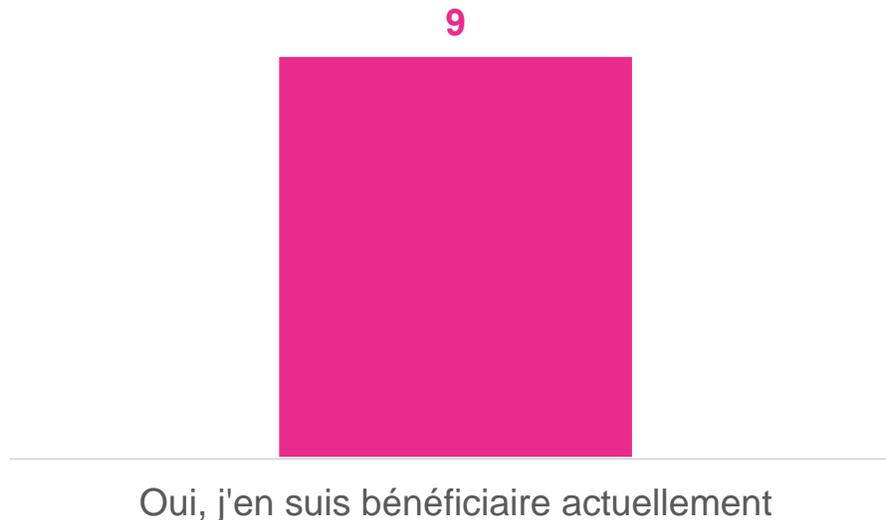
Champ : ensemble de la population



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# 9% bénéficient de la prime d'activité en janvier 2020

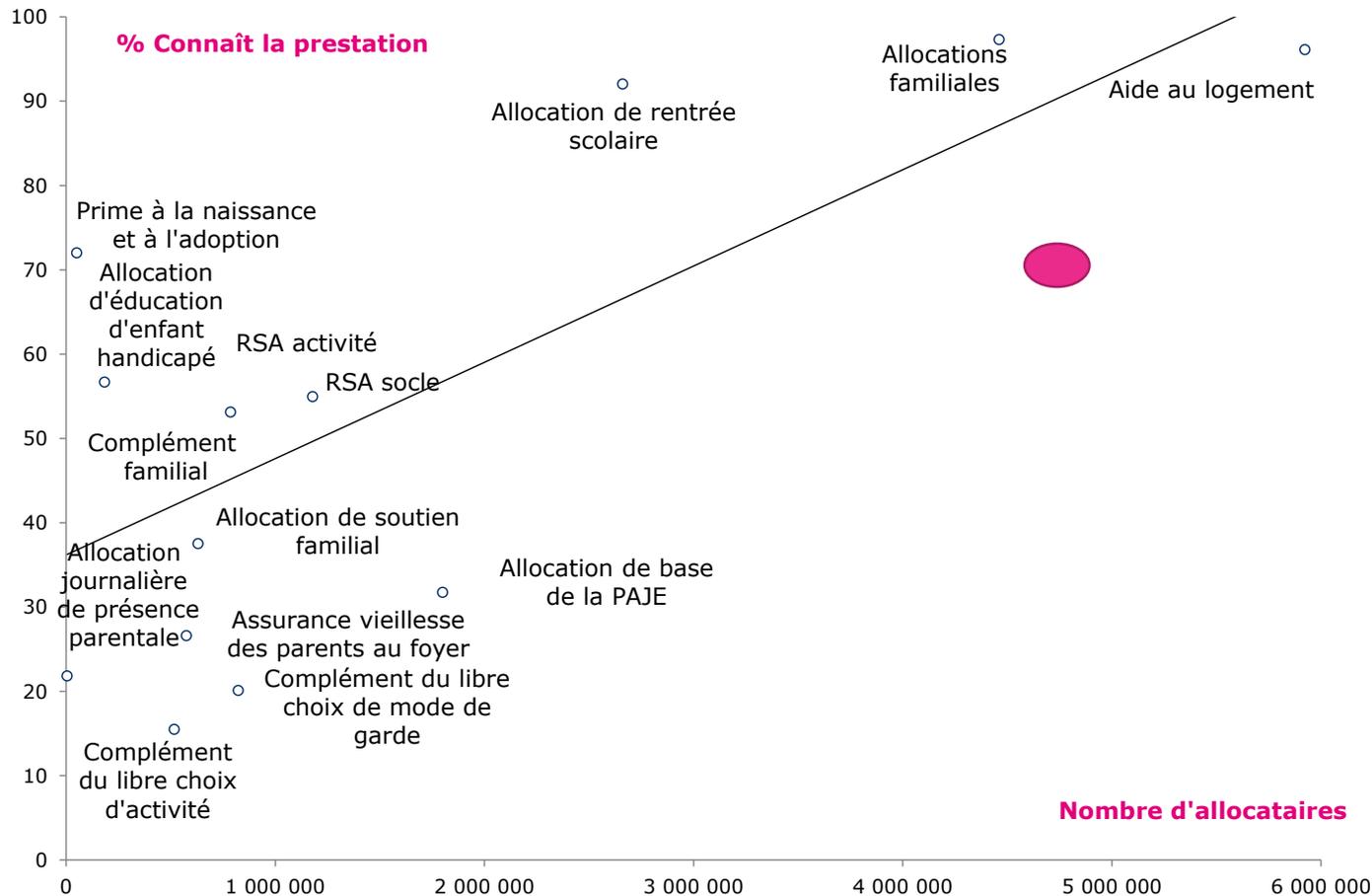
En 2019, 9% des citoyens bénéficient de la prime d'activité. Rapporté aux actifs, le dispositif concerne 17% des personnes en emploi.



Fin décembre 2019, le nombre de bénéficiaires de la prime d'activité, résidant en France entière, est estimé à **4,39 millions de foyers** (contre 4,23 millions de foyers observés fin septembre).

Source : CNAF, avril 2020, La prime d'activité à fin décembre 2019, n°16, avril 2020

En règle générale, un dispositif est d'autant plus connu qu'il est **ancien** et/ou qu'il touche une part **importante** de la population



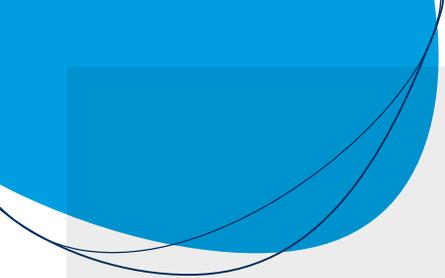
Un niveau de connaissance **bien supérieur à celui du RSA activité** en 2014, probablement lié à la forte médiatisation des annonces du Président de la République en réponse à la crise des gilets jaunes

Mais qui reste **inférieur à celui de dispositifs plus anciens (AL, AF) touchant une cible aussi large**

Source pour le % connaît: CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2014

Source pour le nombre d'allocataires : Cnaf - fichier Fileas / données comptables, nombre d'allocataires en métropole en 2011 ([http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/essentiel/122\\_essentiel\\_-\\_benef\\_pl.pdf](http://www.caf.fr/sites/default/files/cnaf/Documents/Dser/essentiel/122_essentiel_-_benef_pl.pdf)). Le nombre d'allocataires de l'assurance vieillesse des parents au foyer provient du rapport n°181 du Sénat, au nom de la Commission des affaires sociales sur la proposition de loi de Mme Isabelle Debré et plusieurs de ses collègues visant à autoriser le cumul de l'allocation de solidarité aux personnes âgées avec des revenus professionnels, par Mme Isabelle Debré, <http://www.senat.fr/rap/112-181/112-1811.pdf> La prime de déménagement ne figure pas sur ce graphique, car le nombre de ses allocataires n'est pas disponible

Lecture : L'allocation de rentrée scolaire est connue par plus de 90% des Français, c'est une des allocations qui est versée au plus grand nombre d'allocataires (2,661 millions de bénéficiaires en 2011)



# Les jeunes ont moins connaissance de la prime d'activité

## Les jeunes ont moins connaissance de la prime d'activité, bien qu'ils soient éligibles au dispositif

- 22% des Français qui indiquent ne pas connaître le dispositif ont moins de 25 ans (vs 17% des Français ont moins de 25 ans, soit 5 points de plus)

## Les étudiants ou élèves

- 13% des concitoyens qui n'ont pas connaissance de la prime d'activité sont des étudiants ou des élèves (vs 9% d'étudiants en moyenne, soit 4 points de plus). Les étudiants qui travaillent sont trop peu nombreux pour regarder s'ils sont autant ou moins informés, ils constituent une des cibles du dispositif

## Les habitants de l'agglomération parisienne

- 20% des Français qui ne connaissent pas le dispositif habitent dans l'agglomération parisienne (vs 16% en moyenne, soit 4 points de plus)

# Les plus diplômés et les plus âgés sont les mieux informés

## Les plus diplômés et les plus aisés des Français ont un meilleur niveau d'information

- 25% des Français qui connaissent la prime d'activité disposent de hauts revenus (vs 20% en moyenne générale, soit 5 points de plus) et 33% de ceux qui relèvent des classes moyennes supérieures (vs 26% en moyenne générale, soit 7 points de plus)
- 34% sont diplômés du supérieur (32% en moyenne générale)

## Et un meilleur niveau d'information aussi chez les plus âgés :

- 21% ont 70 ans et plus (vs 16% en moyenne)
- 19% ont entre 60 et 69 ans (vs 15% en moyenne)
- 34% des Français qui ont connaissance du dispositif sont retraités (vs 26% en moyenne générale, soit 8 points de plus)

**La prime d'activité touche  
bien sa cible : des  
travailleurs pauvres,  
jeunes, femmes, foyers  
monoparentaux**

# Les bénéficiaires actuels de la prime d'activité



## Les moins de 40 ans sont plus représentés au sein de la population qui bénéficie de la prime d'activité :

- 26% des bénéficiaires de la prime d'activité ont moins de 25 ans (vs 17% en moyenne générale)
- 31% des bénéficiaires ont entre 25 et 39 ans (vs 17% en moyenne générale)

**Les femmes** sont également plus représentées : 63% des bénéficiaires de la prime d'activité sont des femmes (vs 52% en moyenne générale)

## Les titulaires du Bac:

- 21% des bénéficiaires de la prime d'activité ont le Bac (vs 16% en moyenne générale)

## Ainsi que les employés et les ouvriers :

- 33% des bénéficiaires du dispositif sont des employés (vs 16% en moyenne générale)
- 24% sont ouvriers (vs 12% en moyenne de la population Française)

**Les bas revenus sont « par définition » davantage représentés, la prime d'activité s'adressant aux salariés qui disposent de faibles ressources** : 47% des bénéficiaires de la prime disposent de bas revenus

(vs 26% en moyenne générale) ; 36% relèvent des classes moyennes inférieures (vs 24% en moyenne générale)

# Les personnes qui ont bénéficié de la prime d'activité par le passé

**Des personnes dont le profil est assez proche des bénéficiaires actuels de la prime d'activité**

**Comme les bénéficiaires actuels de la prime d'activité, c'est une population plus féminine et plus jeune ...**

- 62% des anciens bénéficiaires de la prime d'activité sont des femmes (52% en moyenne générale)
- 27% ont moins de 25 ans (vs 17% en moyenne générale)

**Mais une population un peu plus diplômée que les bénéficiaires actuels**

- 33% des personnes qui ont bénéficié de la prime d'activité par le passé sont diplômées du supérieur (vs 27% des bénéficiaires actuels)

**Et avec des revenus un peu plus confortables**

- 30% des personnes qui ont bénéficié de la prime d'activité relèvent des classes moyennes inférieures (vs 36% des bénéficiaires actuels)

**Un possible effet du cycle de vie, les interviewés étant interrogés rétrospectivement**

## **Les conditions d'octroi de la prime d'activité :**

- Résider en France
- Avoir plus de 18 ans
- Être en activité

**La prime d'activité est calculée en fonction des revenus et de la situation familiale**



# La situation familiale distingue les bénéficiaires passés et actuels de la prime d'activité

**En dehors des caractéristiques de l'emploi occupé, « les facteurs familiaux sont susceptibles d'aggraver, ou, au contraire, de limiter le risque de pauvreté auquel est exposé un travailleur ».**

Les périodes de chômage, le caractère temporaire ou instable de l'emploi, le temps partiel, l'absence de qualification, le fait de débiter sa vie professionnelle constituent autant de facteurs individuels tendant à augmenter le risque de pauvreté.

**À ces facteurs individuels s'ajoutent ceux résultant des caractéristiques du ménage d'appartenance, la taille et le nombre de ses membres contribuant à ses ressources par leur apport personnel.**

Source : Insee, 2000, « Les travailleurs pauvres en France : facteurs individuels et familiaux », Economie et statistique, n°335

**Les personnes séparées ou divorcées et les foyers monoparentaux sont plus représentés chez les bénéficiaires actuels de la prime d'activité**

**Les foyers monoparentaux sont plus représentés chez les bénéficiaires actuels de la prime d'activité :** 11% des bénéficiaires, vs 4% en moyenne générale et 7% des bénéficiaires passés du dispositif

**Ainsi que les personnes séparées ou divorcées :** 13% des bénéficiaires actuels, vs 9% en moyenne générale et 6% des bénéficiaires passés du dispositif

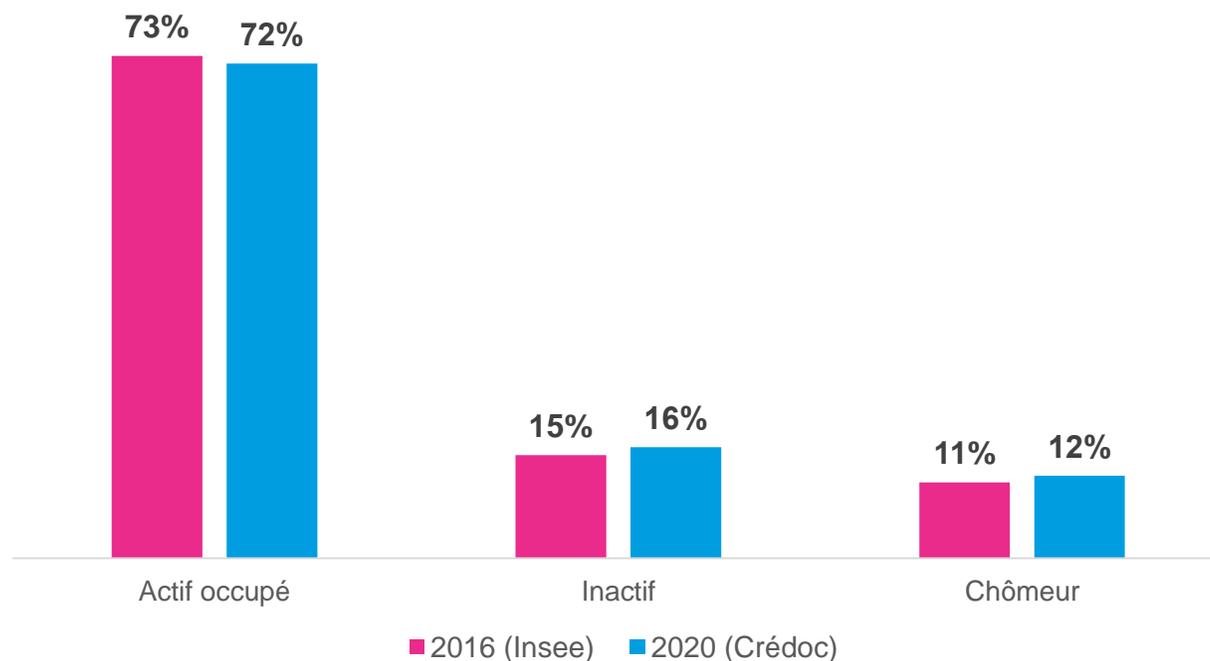
**Les célibataires** sont plus représentés chez les bénéficiaires passés (43%) et actuels (38%) du dispositif (29% en moyenne générale)

Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020  
Champ : ensemble de la population



# Les trois quarts des bénéficiaires de la prime d'activité sont en emploi

Statut au regard de l'emploi des bénéficiaires de la prime d'activité  
Champ : ensemble des personnes qui bénéficient de la prime d'activité



Sources : 2017, DGCS, Rapport d'évaluation de la prime d'activité, données de l'Insee issues de l'enquête emploi 2020, Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

Les actifs occupés  
bénéficiaires de la  
prime d'activité

---



## Les jeunes sont davantage représentés parmi les bénéficiaires de la prime d'activité en emploi

**22% des bénéficiaires de la prime d'activité en emploi ont moins de 25 ans (vs 13% des actifs)**

**33% des bénéficiaires de la prime d'activité en emploi sont des femmes de moins de 40 ans**

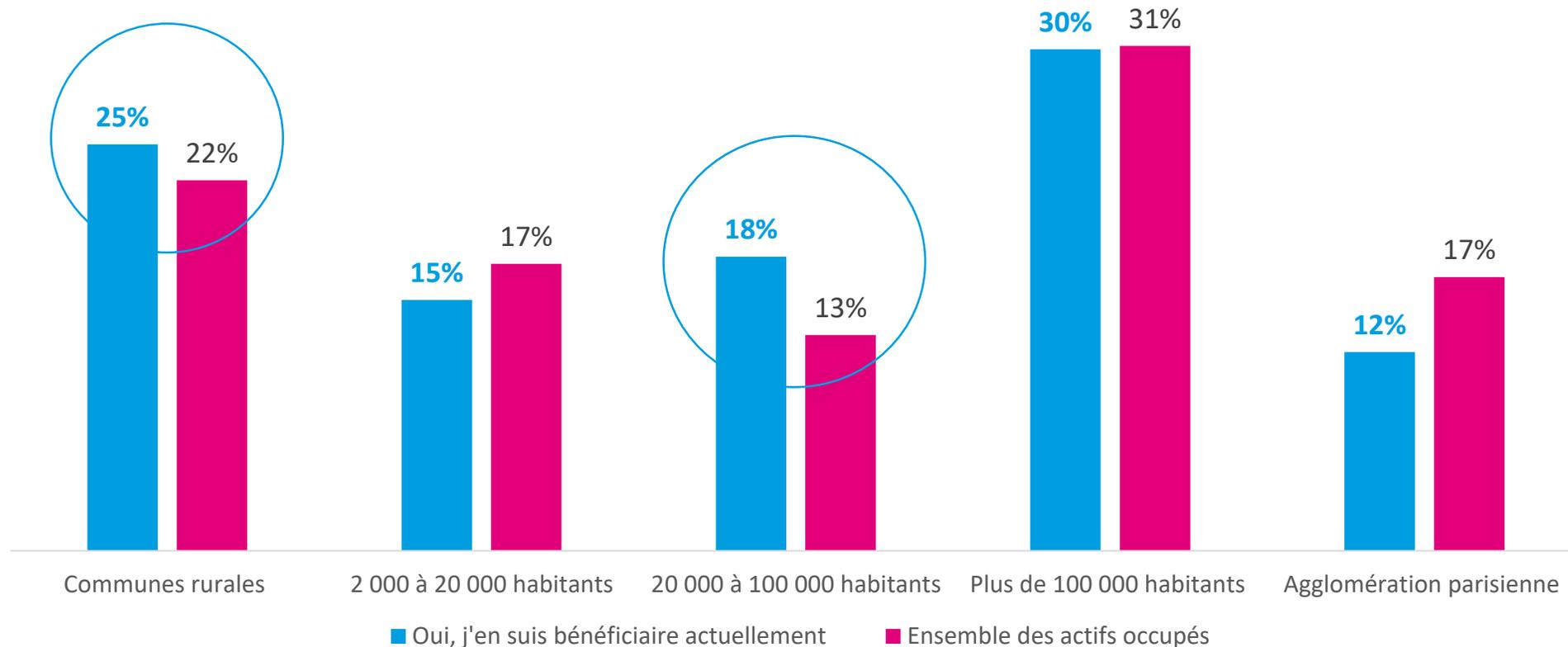
- (24% des actives occupées en moyenne générale)



- **42% des bénéficiaires de la prime d'activité en emploi sont des employés** (vs 28% des actifs occupés)
- **27% sont des ouvriers** (vs 19% des actifs occupés)
- **38% sont titulaires d'un BEPC** (vs 33% des actifs occupés)
- **41% disposent de bas revenus** (vs 22% des actifs occupés) et **39% relèvent des classes moyennes inférieures** (vs 26% des actifs occupés)



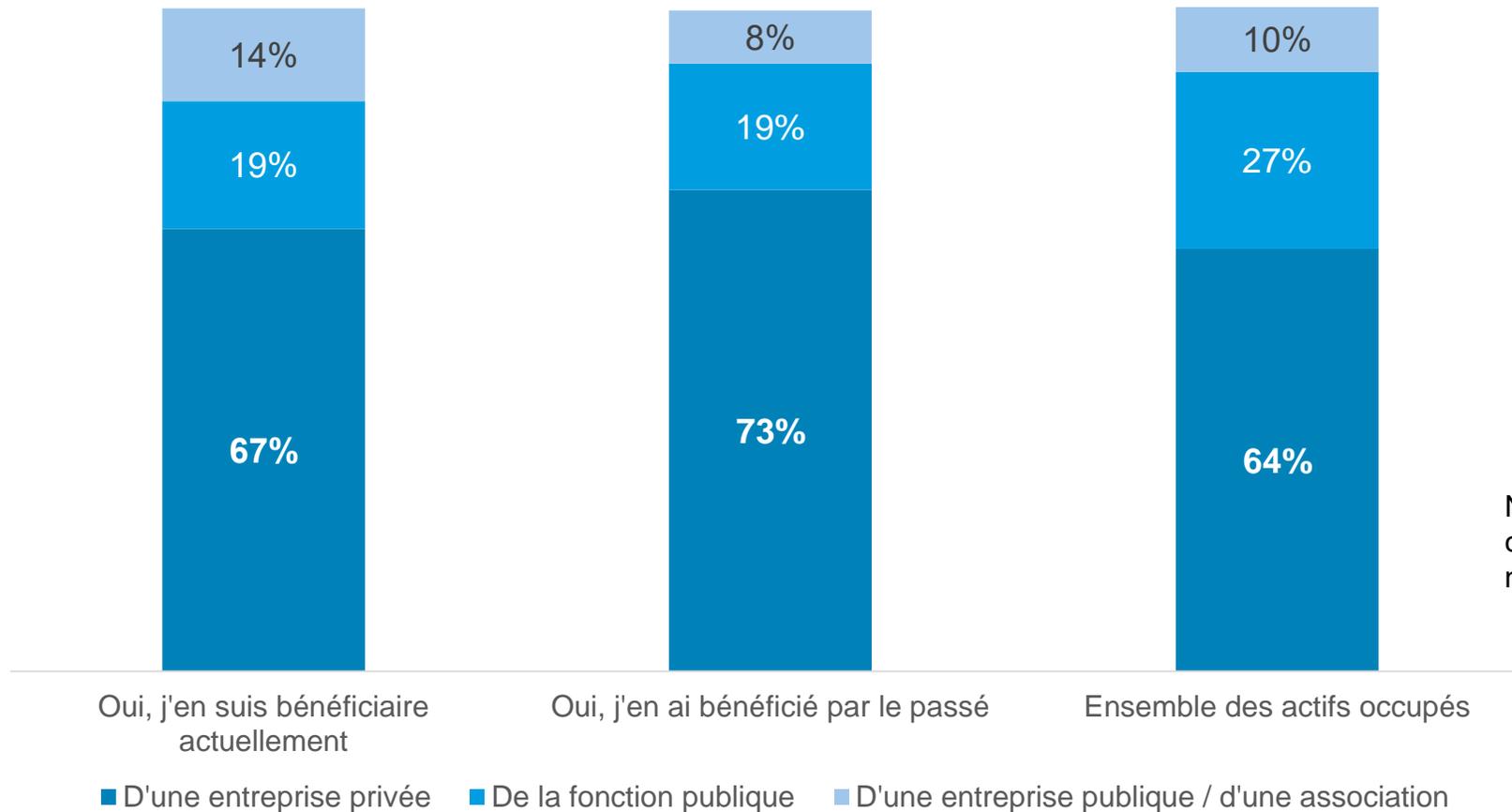
## Les actifs qui bénéficient de la prime d'activité habitent un peu plus en rural ou dans les moyennes agglomérations que la moyenne des actifs occupés



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020  
Champ : ensemble des actifs occupés

# 67% des bénéficiaires de la prime d'activité occupent un emploi dans le secteur privé

« Etes-vous salarié de... ? »  
Champ : ensemble des actifs occupés

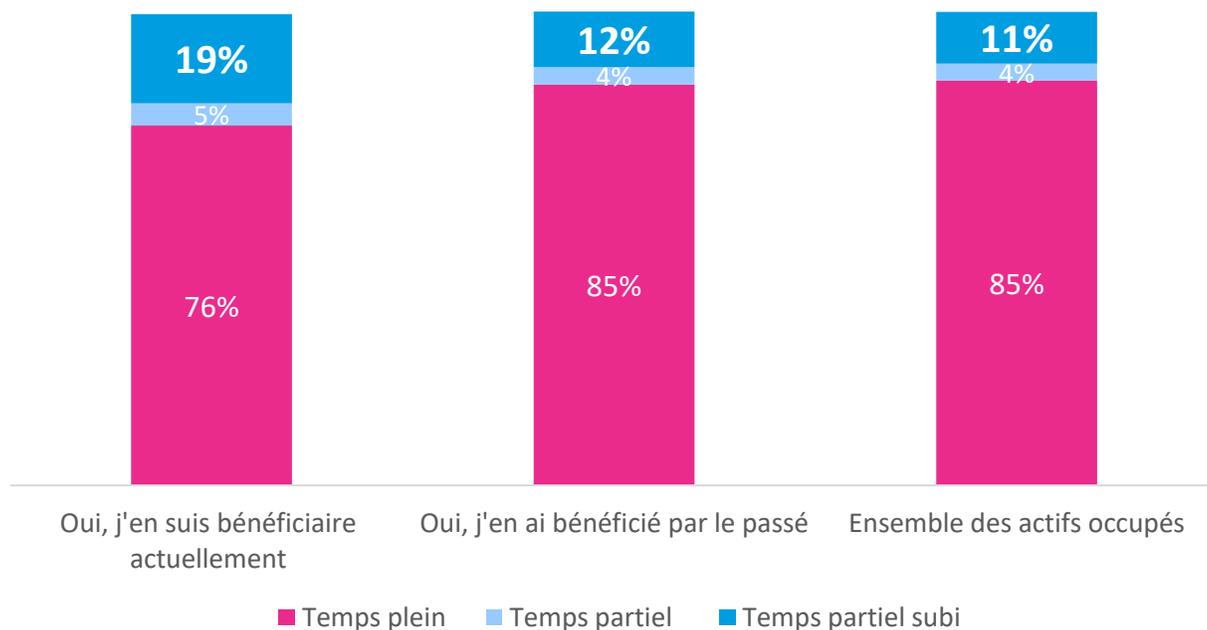


NB : les effectifs d'indépendants concernés par la prime d'activité ne sont pas assez nombreux

Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# Plus souvent des actifs en temps partiel subi et à la recherche d'un autre emploi

19% sont en temps partiel subi (vs 11% des actifs occupés)



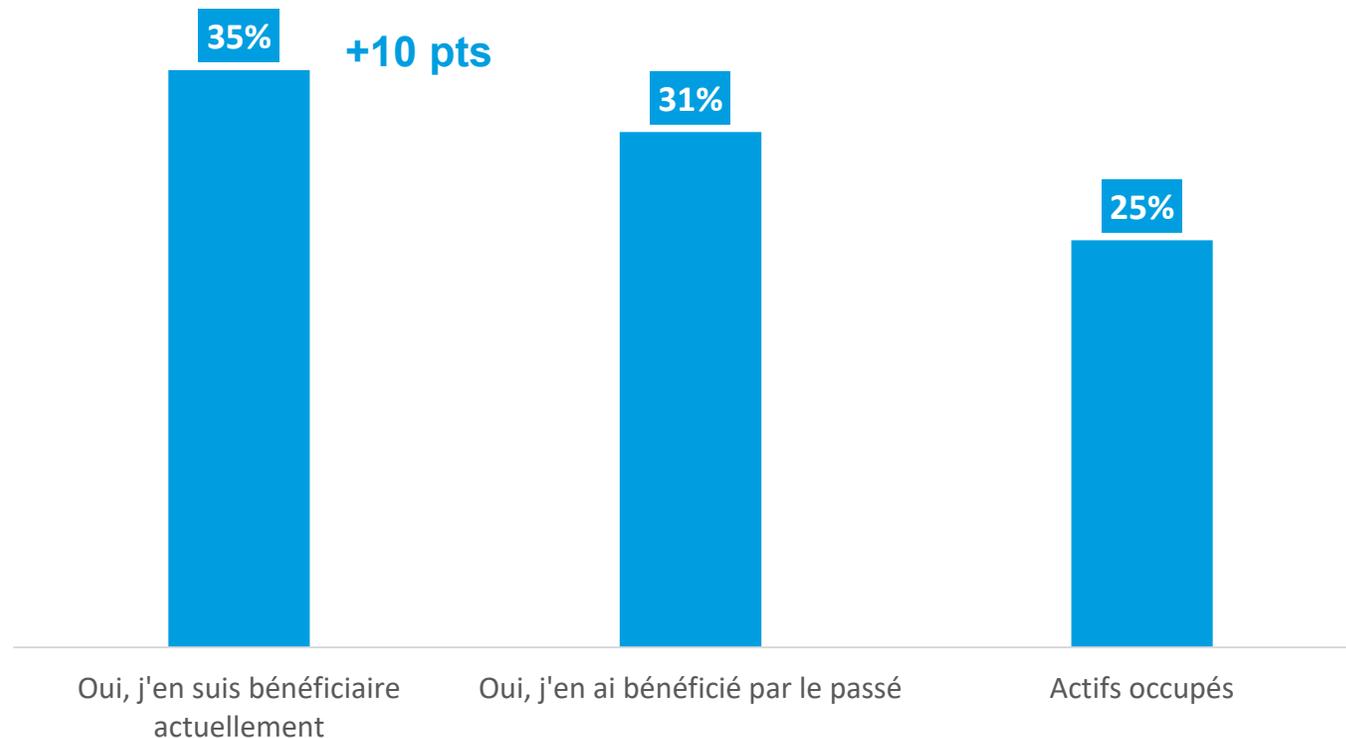
Au sein des actifs occupés, les bénéficiaires de la prime d'activité sont plus nombreux à **chercher un emploi régulier et rémunéré** :

31% des bénéficiaires de la prime d'activité en emploi sont dans cette situation (vs 20% de l'ensemble des actifs occupés), des données convergentes avec les données de l'enquête emploi de l'Insee 2016, indiquaient que 33% des bénéficiaires de la prime d'activité cherchaient un emploi en plus ou en remplacement de l'existant (Source : données Insee, issues du rapport d'évaluation de la prime d'activité, 2017, DGCS)

Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020  
Champ : ensemble des actifs occupés

# Plus souvent des travailleurs en situation d'emploi précaire

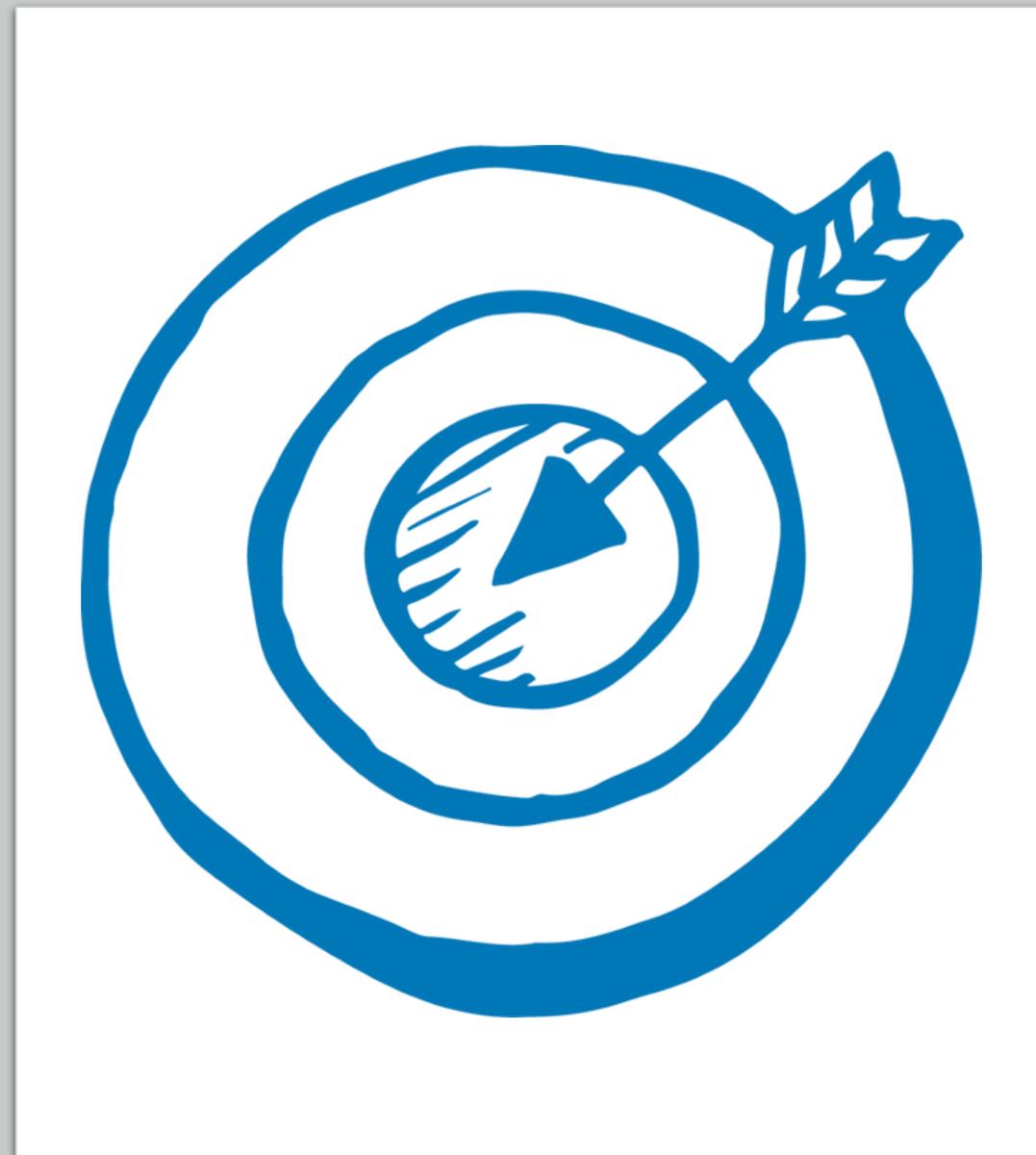
En cumulant les actifs en CDD, intérim et à temps partiel subi, 35% des bénéficiaires de la prime d'activité sont dans une situation d'emploi précaire (vs 25% des actifs occupés).



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020  
Champ : ensemble des actifs occupés

## **La prime d'activité a donc bien touché les bénéficiaires ciblés**

- Les jeunes actifs
- Disposant de salaires peu élevés
- Sur des contrats de travail s'éloignant de la norme d'emploi à temps plein en CDI



# Parmi les actifs occupés, ce qui distingue les bénéficiaires **passés** et actuels de la prime d'activité



Ils sont un peu **plus âgés** que les bénéficiaires actuels de la prime d'activité. 40% ont entre 25 et 39 ans (vs 31% des bénéficiaires actuels)



Ils sont un peu **plus diplômés** que les bénéficiaires actuels de la prime d'activité. 24% sont titulaires du Bac (vs 20% des bénéficiaires actuels)



Ils relèvent plus des **professions intermédiaires** que les bénéficiaires actuels. 22% relèvent des professions intermédiaires (vs 12% des bénéficiaires actuels)



Ils relèvent plus des **classes moyennes** que les bénéficiaires actuels. 33% relèvent des classes moyennes inférieures (vs 39% des bénéficiaires actuels)



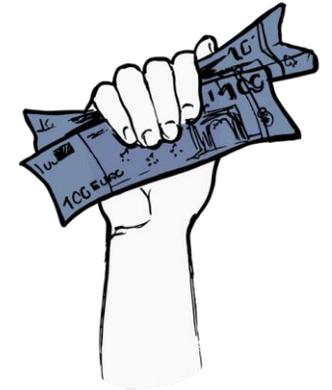
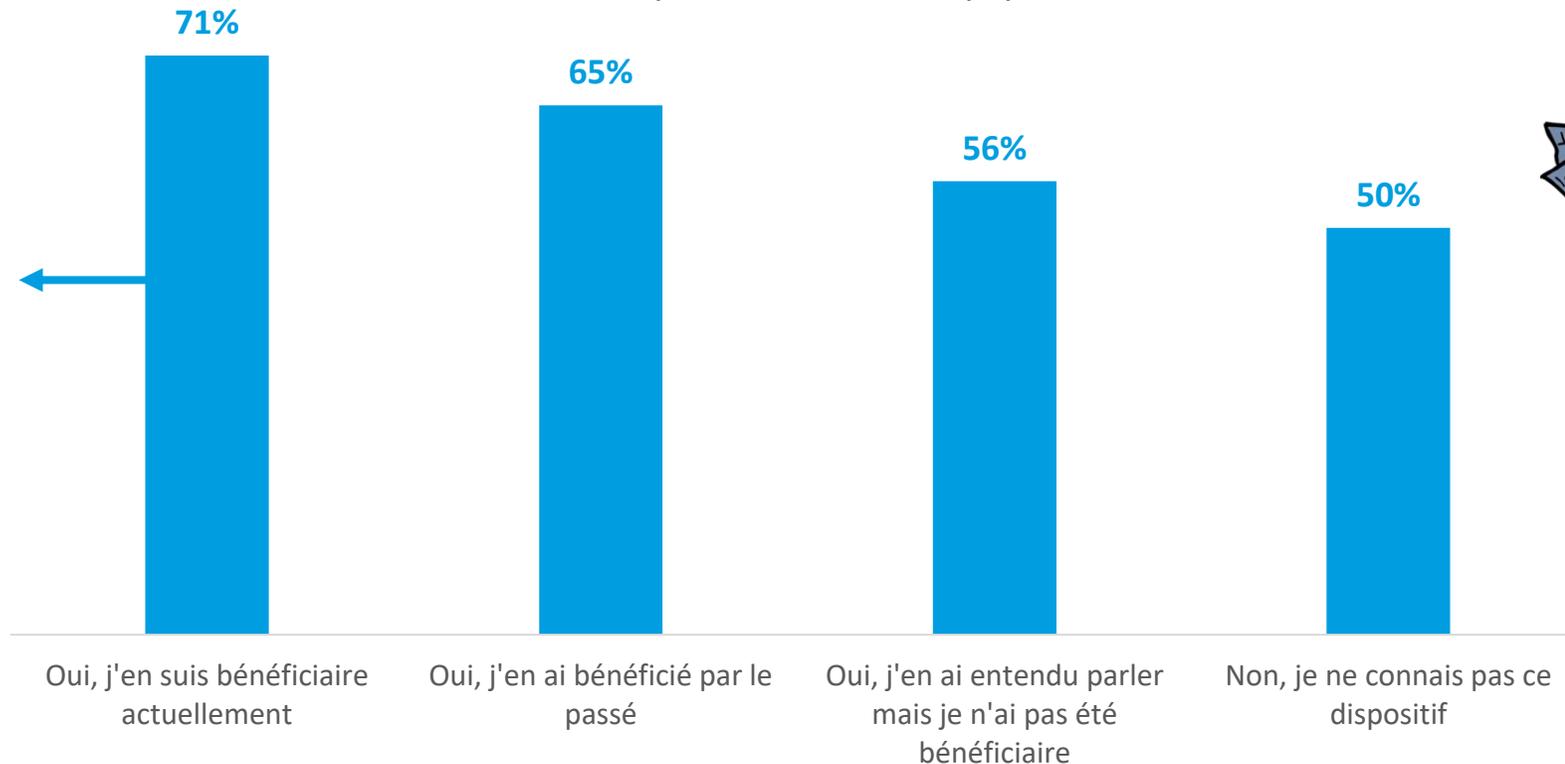
**Les bénéficiaires de la  
prime d'activité  
partagent des  
inquiétudes face à  
l'avenir et une forte  
valorisation du travail**

# Les bénéficiaires de la prime d'activité s'imposent plus qu'en moyenne des restrictions de budget

« Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ? »  
(en % de « Oui ») »

Champ : ensemble de la population

73% privilégieraient une amélioration de leur pouvoir d'achat plutôt qu'un temps libre plus long (vs 70% en moyenne)



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

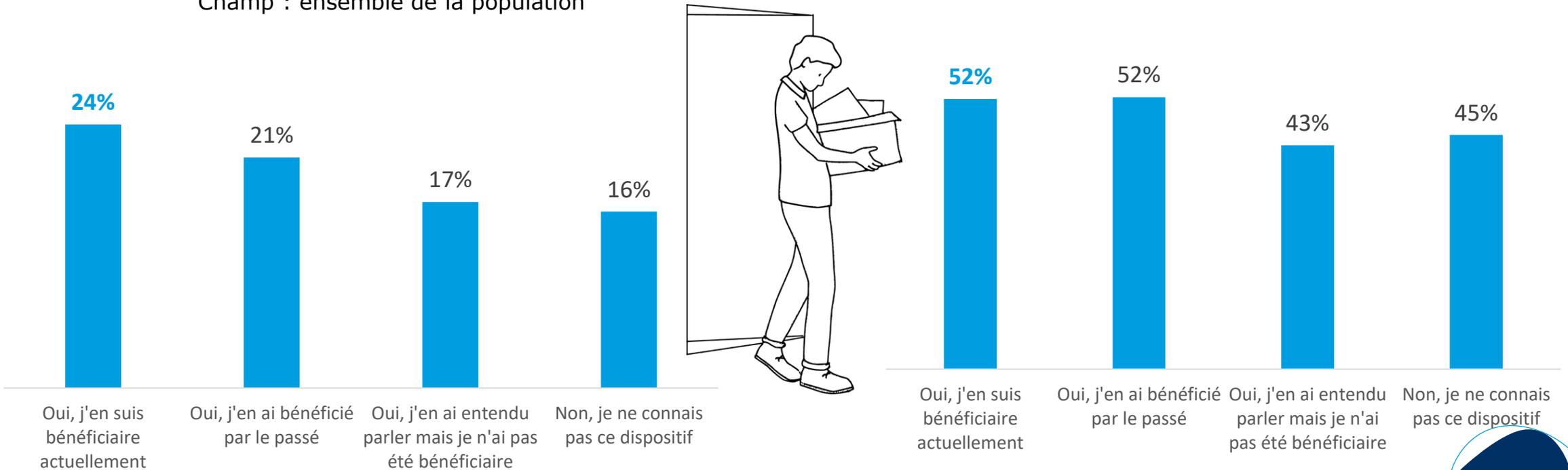
# Des inquiétudes plus marquées sur la situation du chômage

« Parmi les sujets suivants (le chômage – les maladies graves – la dégradation de l’environnement – la pauvreté en France – la pauvreté dans le monde – la drogue – la violence et l’insécurité – les tensions internationales – les conflits sociaux – l’immigration – l’Europe), quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? » - (en % de chômage en 1er)

Champ : ensemble de la population

« A votre avis, le nombre de chômeurs va-t-il ? »  
(en % de « Augmenter pendant plusieurs années »)

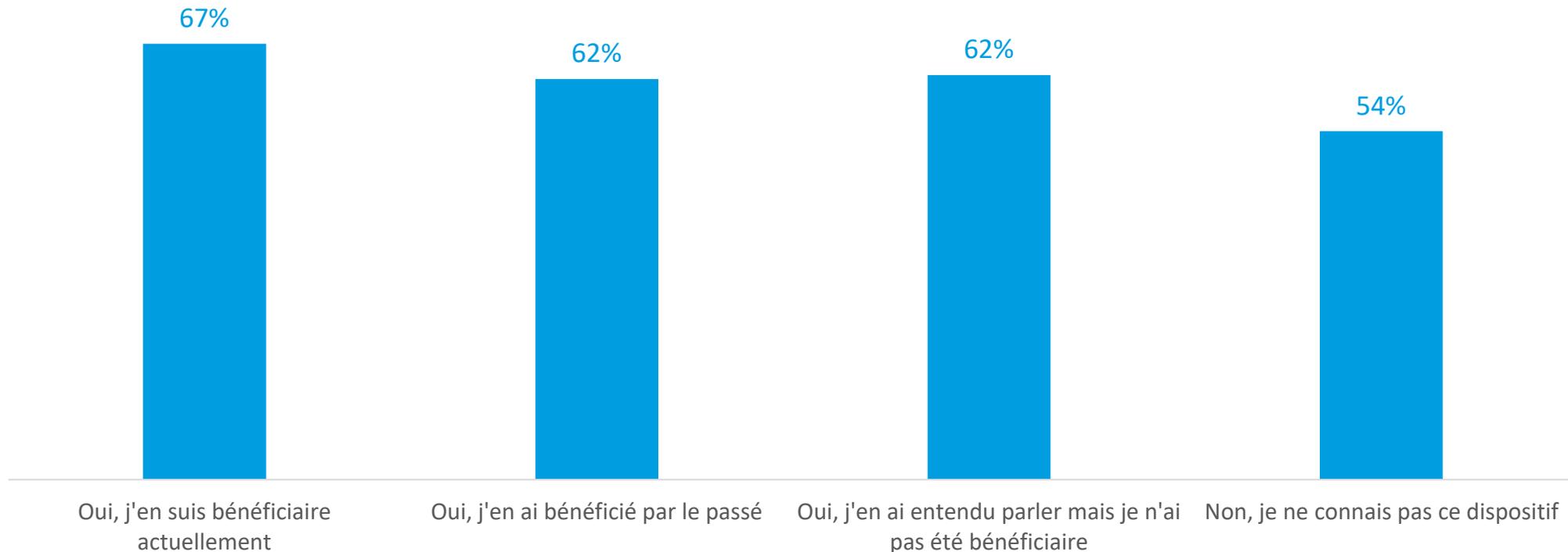
Champ : ensemble de la population



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# Et qui partagent plus qu'en moyenne l'idée que la pauvreté est une question de manque de chance plutôt qu'un manque d'effort

« Qu'est-ce qui explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? »  
(en % « Plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance »)  
Champ : ensemble de la population

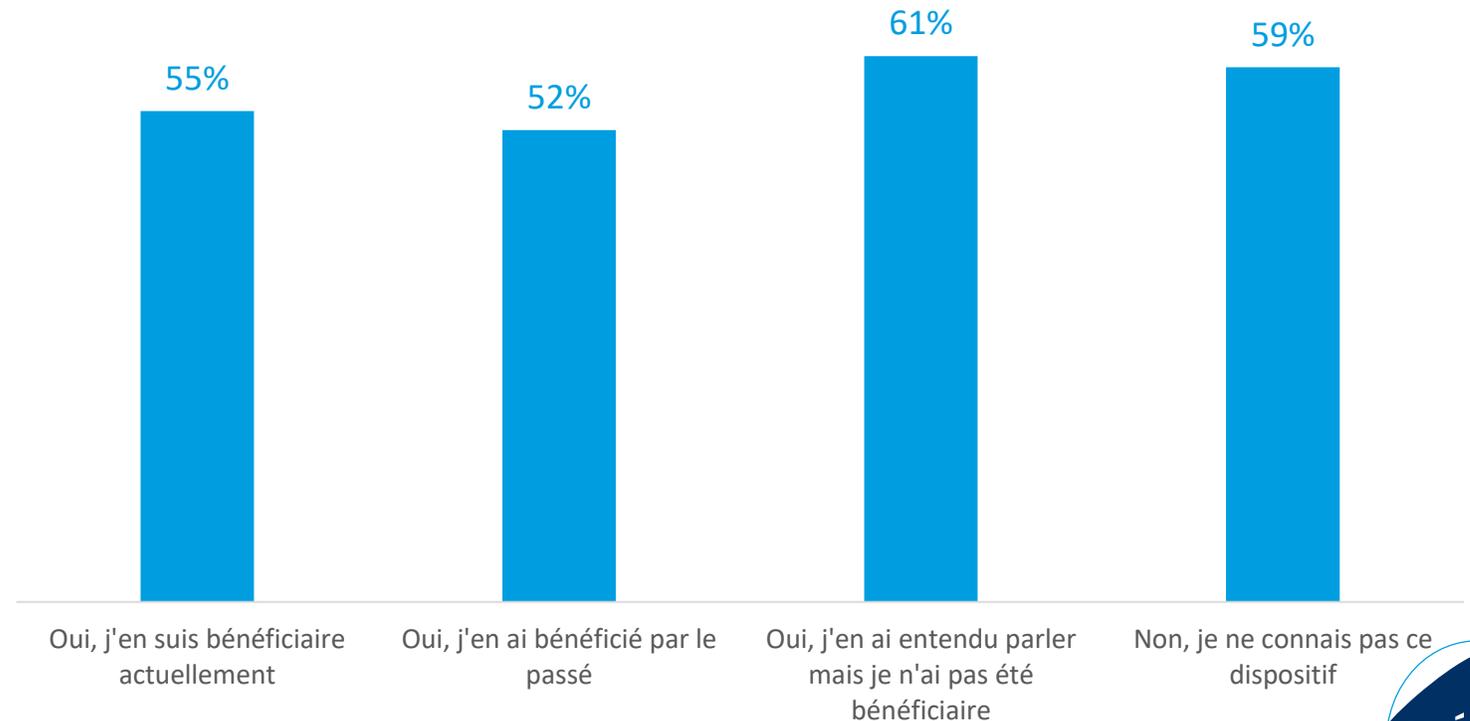


Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# Mais les bénéficiaires de la prime d'activité ne portent pas pour autant un regard de compassion plus fort à l'égard des chômeurs

« Si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi ? »  
(en % « Plutôt d'accord »)  
Champ : ensemble de la population

**55%** des bénéficiaires de la prime d'activité sont plutôt d'accord avec l'idée que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi (vs 58% en moyenne générale).



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# Une plus forte valorisation du travail chez ce public

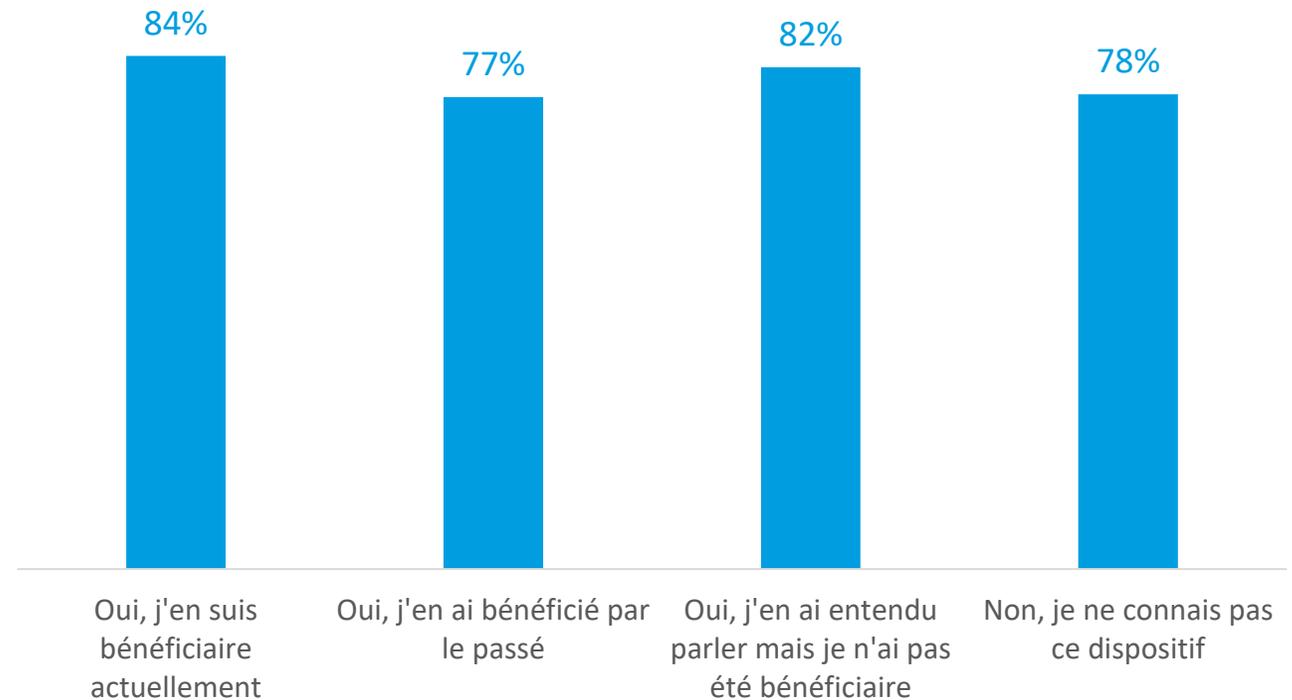
« Il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux plutôt que de travailler avec un bas salaire ? »  
(en % « Plutôt d'accord »)  
Champ : ensemble de la population

**84%** des bénéficiaires de la prime d'activité pensent qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux, plutôt que de travailler avec un bas salaire.  
(vs 80% en moyenne générale)

Les bénéficiaires de la prime d'activité accordent une importance élevée au travail et à la carrière.

14% des bénéficiaires de la prime d'activité indiquent que c'est une priorité\* (vs 11% en moyenne générale)

\* Note de 7 sur une échelle de valeur allant de 1 à 7, la note 7 signifiant « très important »

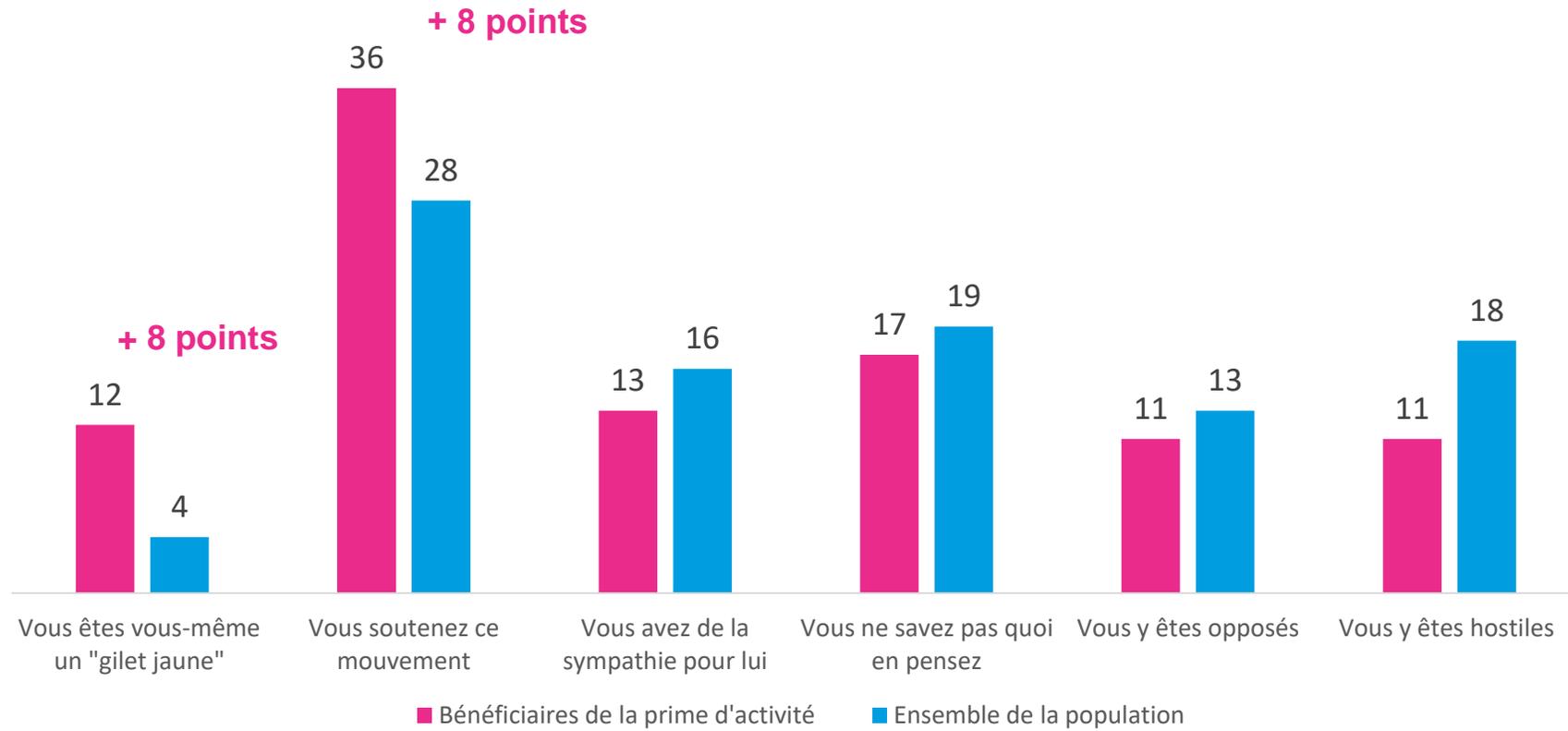


Source : Crédoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# Des concitoyens qui se déclarent plus souvent Gilets Jaunes ou qui soutiennent plus qu'en moyenne le mouvement

« A propos du mouvement des Gilets Jaunes, quelle est votre attitude ? »

Champ : ensemble de la population



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

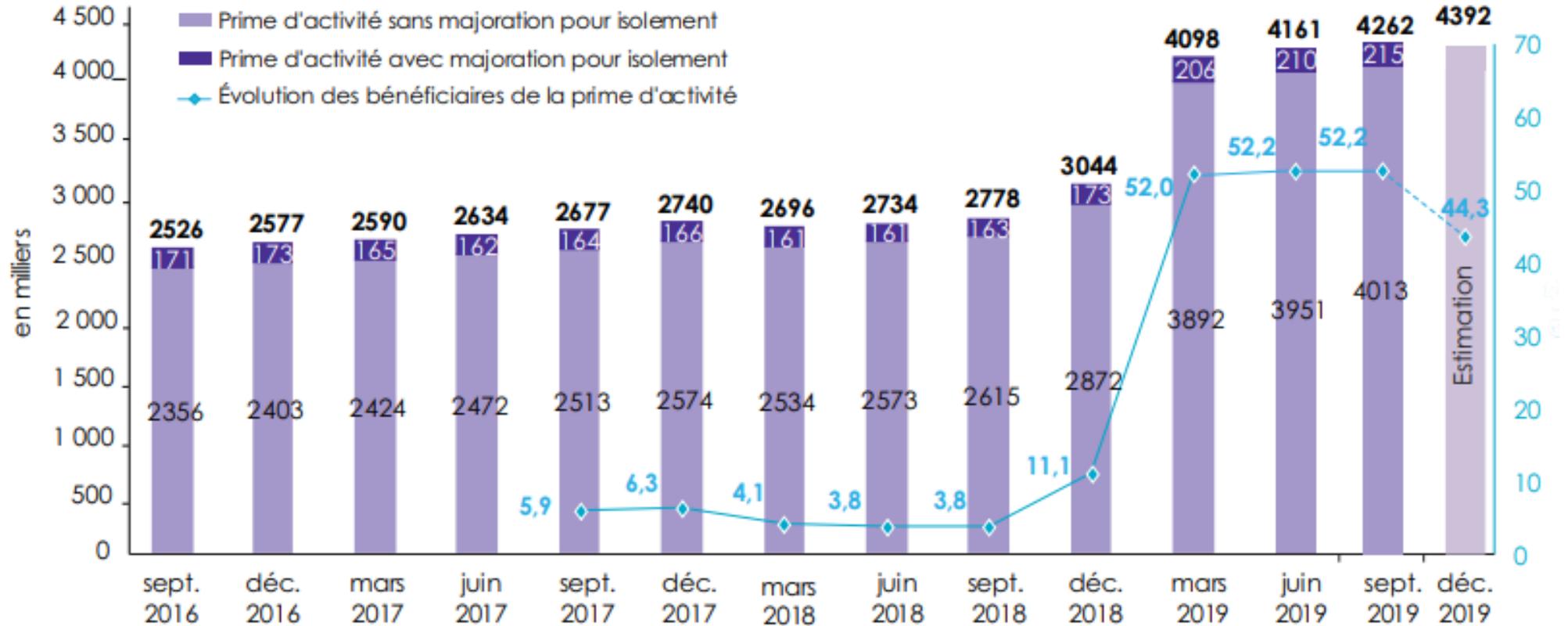
**Les Français plutôt  
favorables à la hausse  
du montant de la prime  
et l'élargissement du  
public cible**

A la suite du mouvement des Gilets Jaunes, le gouvernement a décidé d'élargir le public éligible à la prime d'activité et de réévaluer son montant. La mesure a été adoptée en janvier 2019. « Le nombre de foyers éligibles à la prime activité a été élargi pour passer de 3.8 millions à 5 millions en janvier 2019 ».

Site internet Aide-sociale.fr, 2020, « Qui a droit à la prime d'activité ? L'aide qui remplace le RSA activité et la prime pour l'emploi », <https://www.aide-sociale.fr/calcul-prime-activite-demande/>

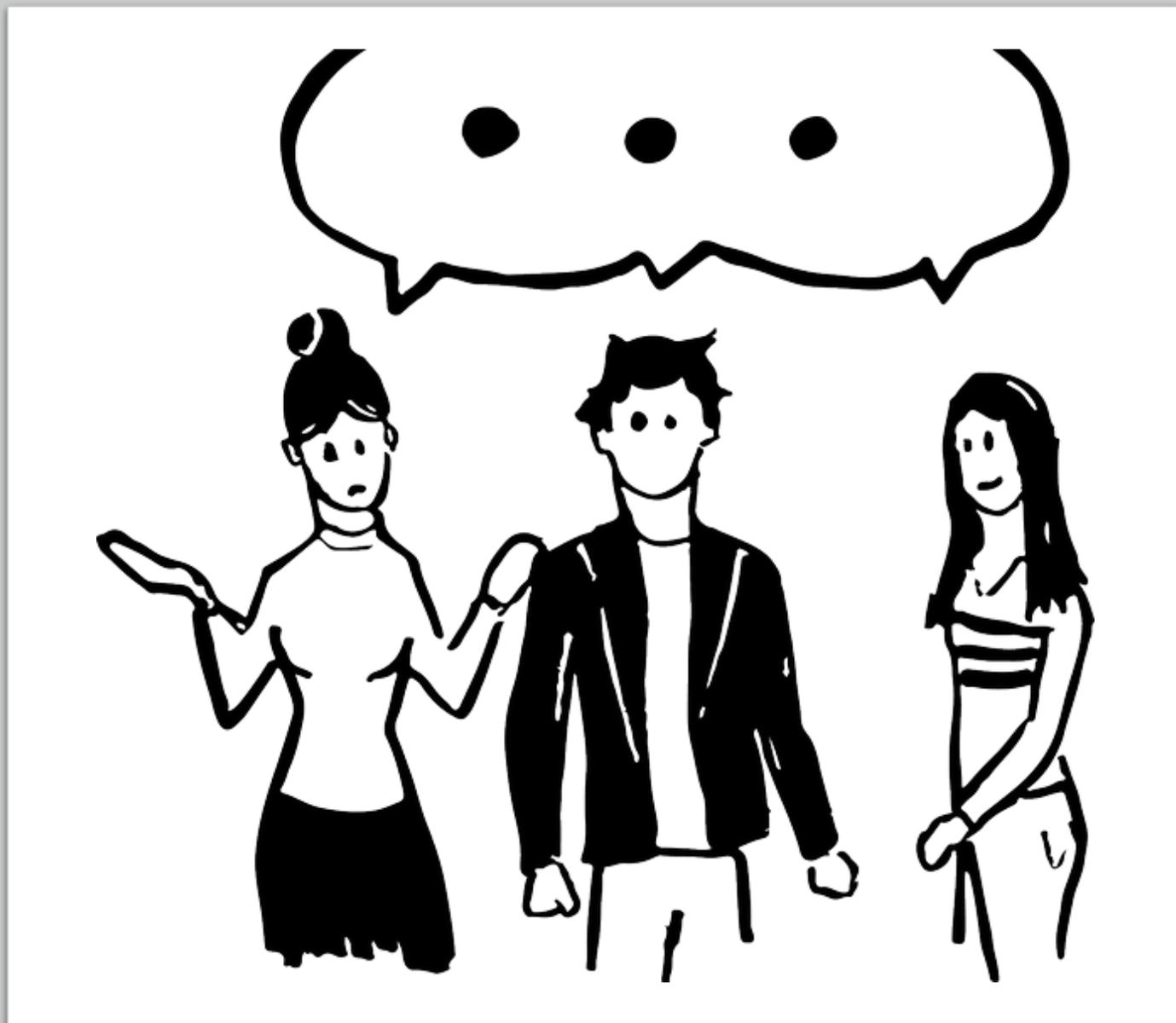


# Une décision qui s'est traduite par la hausse du nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Source : Cnaf – Dser (fichiers Allstat FR6 et calculs Dser). Champ : Caf - France entière.

Source : CNAF, avril 2020, La prime d'activité à fin décembre 2019, n°16, avril 2020



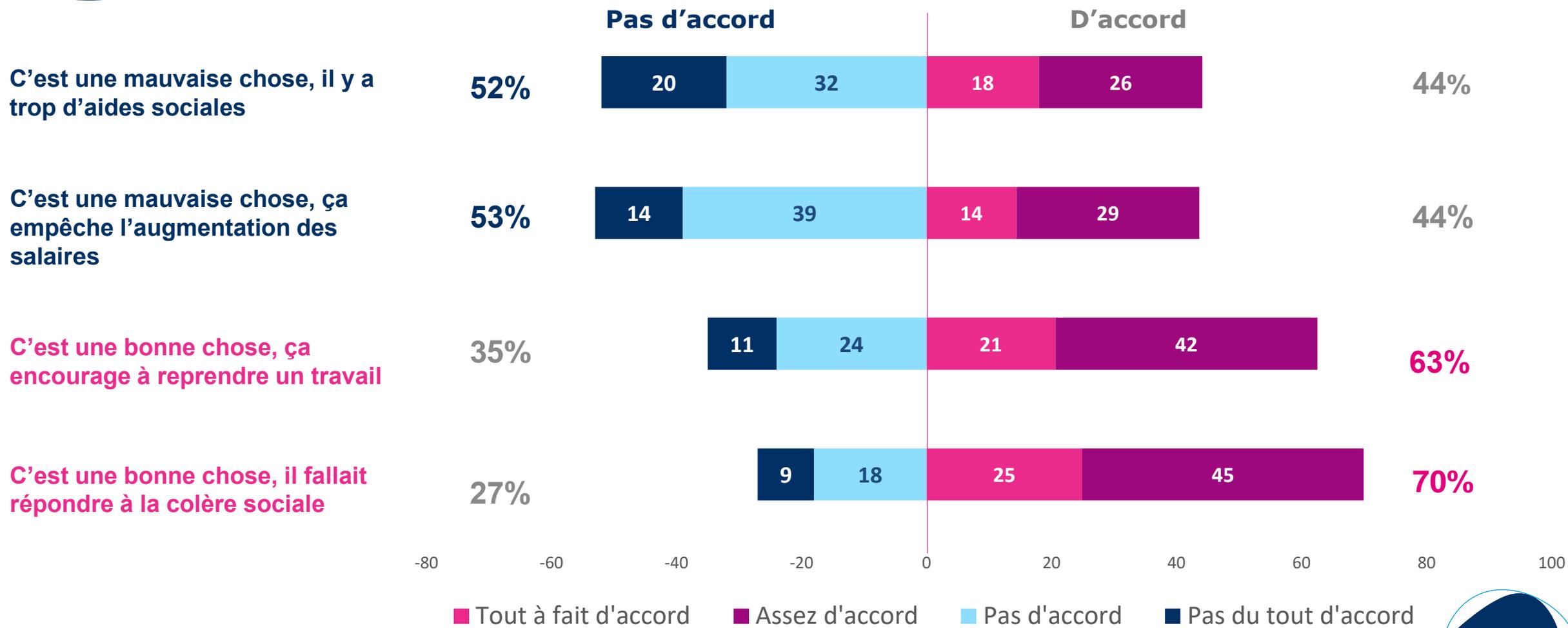
## Mais quel est le point de vue des concitoyens au sujet de cette mesure ?

- C'est une bonne chose : il fallait répondre à la colère sociale
- C'est une bonne chose : cela encourage à reprendre un travail
- C'est une mauvaise chose, cela empêche l'augmentation des salaires
- C'est une mauvaise chose, il y a trop d'aides sociales

# Un large soutien à la mesure, un an après

Début 2019, et suite au mouvement des gilets jaunes, la prime d'activité a été augmentée, et le public touché a été élargi. Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

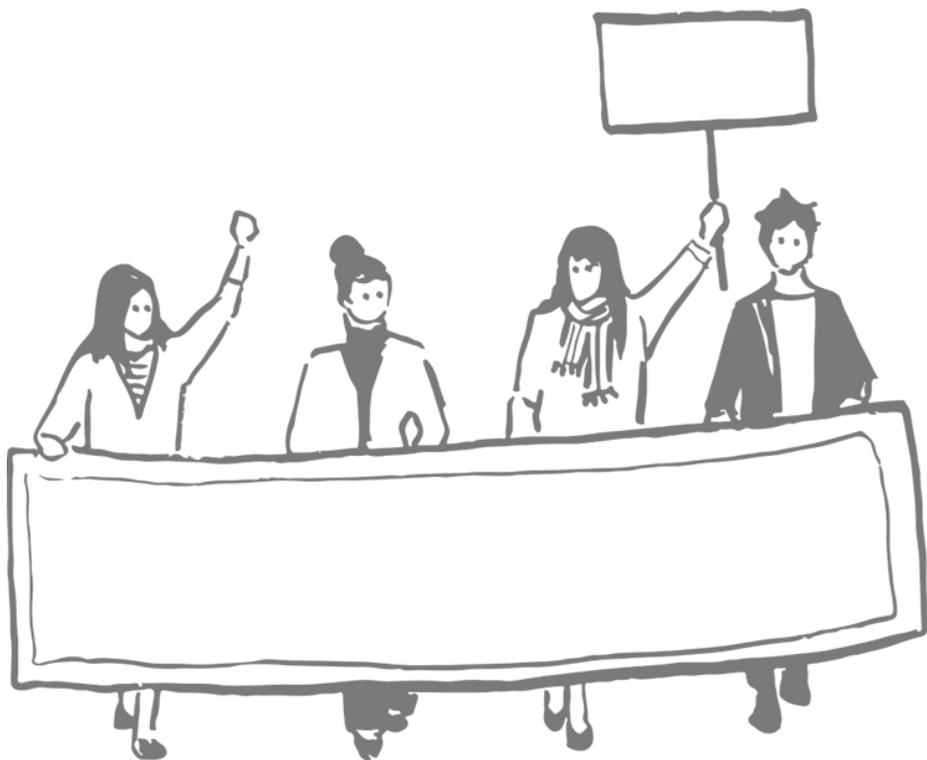
Champ : ensemble de la population



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

Lecture : 45% des Français sont « assez d'accord » pour dire que l'augmentation de la prime d'activité est une bonne chose, car il fallait répondre à la colère sociale

# C'est une bonne chose : il fallait répondre à la colère sociale



**70%** des Français « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord ». Un point de vue particulièrement soutenu par :

## **Les 25-39 ans**

75% d'entre eux sont d'accord (« tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord ») avec cette idée (vs 70% des Français en moyenne)

## **Les bas revenus**

73% des bas revenus souscrivent à cette idée

## **Les employés et les ouvriers**

75% des employés et 74% des ouvriers se sont exprimés en ce sens

## **Les titulaires du Bac**

73% d'entre eux sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord »

## **Les personnes au foyer**

73% des personnes au foyer (hors retraités et étudiants)

# C'est une bonne chose : ça encourage les gens à reprendre un travail

**63%** des Français « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord ». Un point de vue particulièrement soutenu par :

## **Les moins de 25 ans**

67% sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec cette idée (vs 63 des Français en moyenne)

## **Les bas revenus**

67% d'entre eux s'expriment en ce sens

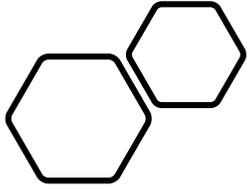
## **Les personnes au foyer**

67% d'entre elles défendent ce point de vue

## **Les employés**

65% d'entre eux partagent cette idée





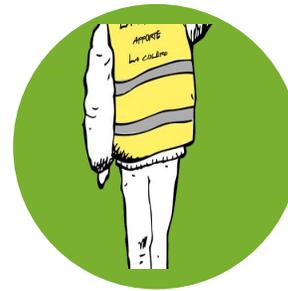
# Les concitoyens favorables à la hausse du montant de la prime et à l'élargissement du public cible



**Les bénéficiaires de la prime d'activité.** 86% des bénéficiaires de la prime d'activité pensent que les mesures prises constituent une bonne chose pour répondre à la colère sociale (vs 70% des Français) ; 75% des bénéficiaires de la prime d'activité estiment que les mesures prises sont une bonne chose pour encourager les gens à reprendre un travail (vs 63% en moyenne générale)



Une mesure qui a eu l'assentiment de concitoyens plutôt en rejet par rapport aux actions du gouvernement pour répondre aux problèmes qui se posent. 74% des concitoyens qui n'ont « plutôt pas confiance » dans le gouvernement pensent que ces mesures sont une bonne chose pour répondre à la colère sociale ; 67% des Français qui n'ont « plutôt pas confiance » dans le gouvernement estiment que c'est une bonne chose pour encourager à reprendre un travail



**Les Gilets Jaunes ou les soutiens du mouvement.** Les trois quarts des citoyens se revendiquant Gilets Jaunes sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » pour dire qu'il fallait répondre à la colère sociale ; 71% des citoyens qui soutiennent le mouvement sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » pour dire que la mesure est propre à encourager à reprendre un travail



**Plus souvent des concitoyens qui portent un regard de compassion à l'égard de la pauvreté.** 79% des gens qui expliquent que la pauvreté est plutôt liée à un manque de chance qu'à un manque d'effort sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec le fait qu'il fallait répondre à la colère sociale ; 70% des Français qui pensent que la pauvreté est avant tout liée à un manque de chance sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » pour dire que la mesure encourage à reprendre un travail

# C'est une mauvaise chose : cela empêche l'augmentation des salaires

**43%** des Français « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » pour dire que c'est une mauvaise chose. Un point de vue particulièrement soutenu par :

## Les plus âgés des concitoyens

47% des retraités sont « tout à fait » ou « plutôt d'accord » pour dire que cela empêche la progression des salaires (43% des Français en moyenne)

47% des 70 ans et plus

## Les classes moyennes inférieures

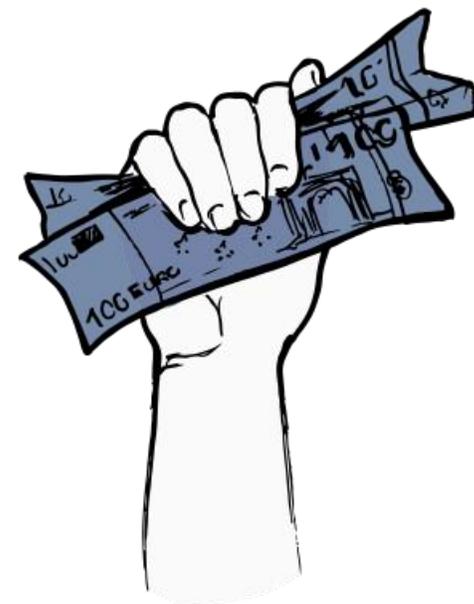
47% des classes moyennes inférieures sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » pour dire que cela empêche la progression des salaires

## Les Gilets Jaunes

52% des citoyens se revendiquant Gilets Jaunes se sont également exprimés en ce sens.

Et 46% des citoyens qui soutiennent le mouvement des Gilets Jaunes

Les **bénéficiaires de la prime d'activité** sont en revanche un peu moins nombreux qu'en moyenne à s'exprimer en ce sens. 40% d'entre eux pensent que c'est une mauvaise chose (-3 points).



# C'est une mauvaise chose : il y a trop d'aides sociales

**44%** des Français sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » pour dire que c'est une mauvaise chose car il y a trop d'aides sociales. Un point de vue particulièrement soutenu par :

## Les plus âgés de nos concitoyens

55% des 70 ans et plus sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec cette idée  
52% des retraités soutiennent l'idée qu'il y a trop d'aides sociales

## Les cadres et les hauts revenus

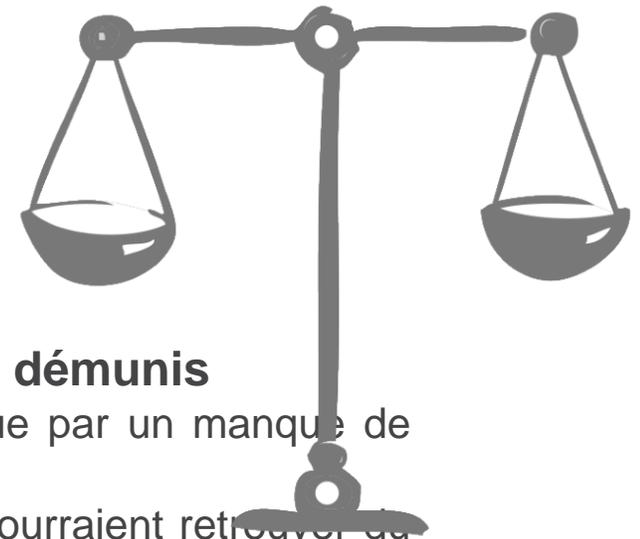
48% des cadres se sont exprimés en ce sens  
51% des hauts revenus ont également défendu cette idée

## Les citoyens qui expriment moins d'empathie envers les chômeurs et les plus démunis

60% des Français qui pensent que la pauvreté s'explique plutôt par un manque d'effort que par un manque de chance estiment qu'il y a trop d'aides sociales  
58% de ceux qui estiment que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver du travail

## En revanche, les bénéficiaires de la prime d'activité se sont moins exprimés en ce sens

Seuls 30% des bénéficiaires de la prime d'activité sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » pour dire qu'il y a trop d'aides sociales (vs 44% en moyenne générale)



**Une adhésion  
majoritaire à la stabilité  
du montant de la prime  
pendant 3 mois**

Pour rappel, le montant du RSA variait auparavant avec les revenus mensuels, occasionnant ainsi une baisse du montant du RSA dès la hausse des revenus.

Depuis 2016, la prime d'activité est stable pendant trois mois, quelles que soient les variations de revenus



# Une opinion plutôt favorable à la stabilité de la prime d'activité pendant 3 mois

Depuis 2016, le montant de la prime d'activité est stable pendant trois mois, quelles que soient les variations de revenus, (alors que le montant du RSA activité était recalculé chaque mois et son montant variait selon la hausse ou la baisse des revenus). Pensez-vous que...

Champ : ensemble de la population



En 2016, avec une formulation différente (n'intégrant pas la réponse « cela ne change rien », 70% des concitoyens estimaient que c'était « plutôt une bonne chose » que le montant de la prime d'activité soit stable pendant trois mois, quelles que soient les variations des revenus sur la période. Source : CREDOC pour la CNAF

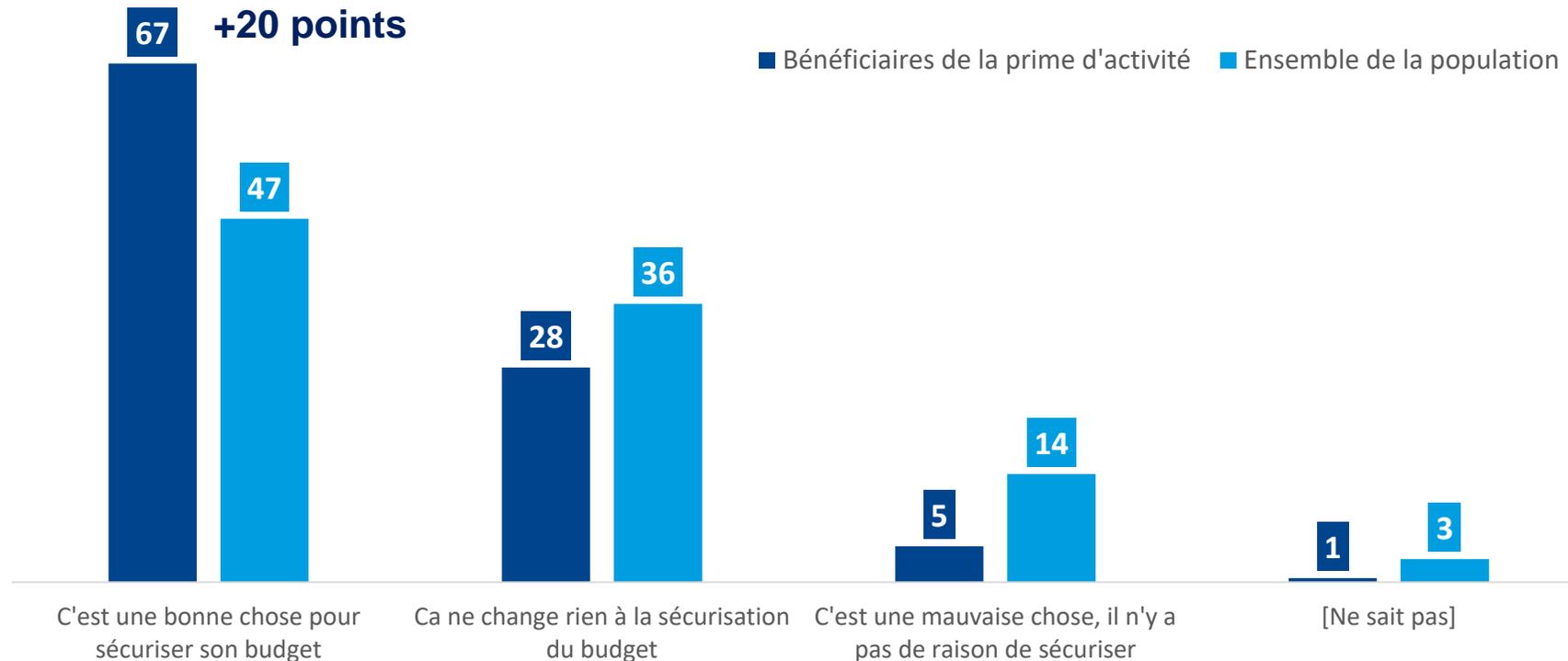
Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

Lecture : 47% des Français pensent que la stabilisation du montant de la prime d'activité sur trois mois est une bonne chose pour sécuriser son budget

# Les bénéficiaires de la prime d'activité sont plus nombreux à penser que la stabilité du montant pendant 3 mois permet de sécuriser le budget

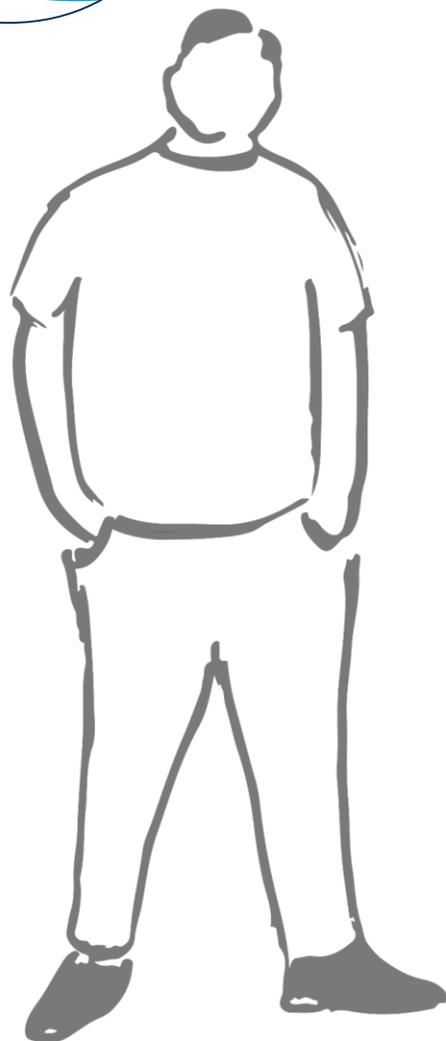
Depuis 2016, le montant de la prime d'activité est stable pendant trois mois, quelles que soient les variations de revenus, (alors que le montant du RSA activité était recalculé chaque mois et son montant variait selon la hausse ou la baisse des revenus). Pensez-vous que...

Champ : ensemble de la population



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

**Les trois quart des  
Français favorables à  
l'accès des moins de 25  
ans à la prime d'activité**



## L'ouverture du RSA activité aux moins de 25 ans

---

**Les moins de 25 ans sont éligibles au RSA sous certaines conditions :**

- Avoir travaillé au moins 2 ans à temps plein, soit au moins 3 214 heures, au cours des 3 dernières années
- Être charge de famille seul

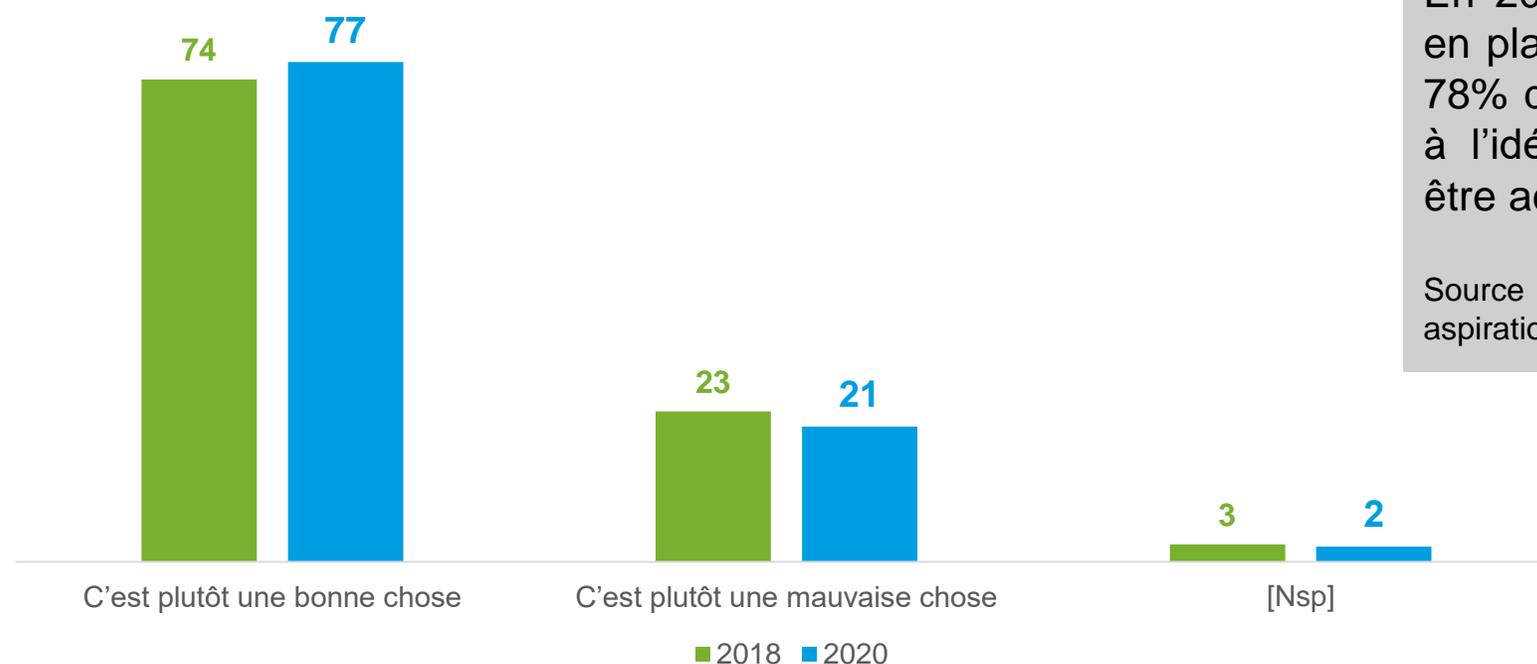
**Des réticences des pouvoirs publics à intégrer les moins de 25 ans au mécanisme de protection de droit au nom :**

- De la solidarité familiale censée intervenir en priorité
- De la crainte d'une désincitation au travail pour les actifs les plus jeunes

# Une opinion favorable au fait que les jeunes puissent bénéficier de la prime d'activité (avant même la crise de la Covid-19)

« Cette prime d'activité est éligible aux moins de 25 ans. Pensez-vous que ... »

Champ : ensemble de la population



En 2016, quelques mois avant la mise en place effective de la prime d'activité, 78% des concitoyens étaient favorables à l'idée que la prime d'activité puisse être accessible aux moins de 25 ans.

Source : Crédoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2016

Sources : Credoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2018 et 2020

# Les concitoyens moins favorables au fait que les jeunes accèdent à la prime d'activité

**21%** des Français pensent que c'est plutôt une mauvaise chose....



## Les 70 ans et plus

26% d'entre eux pensent que l'accès à la prime d'activité pour les moins de 25 ans est plutôt une mauvaise chose



## Les non diplômés (en moyenne plus âgés)

27% des non diplômés pensent que l'accès au dispositif pour les jeunes est plutôt une mauvaise chose (+ 6 points)



## Les ouvriers

26% des ouvriers ne sont pas favorables à cette possibilité (+ 6 points)

# Les concitoyens les plus favorables au fait que les jeunes puissent bénéficier de la prime d'activité

**77%** des Français pensent que c'est plutôt une bonne chose....



## Les diplômés du supérieur

80% des diplômés du supérieur pensent que c'est une bonne chose (+ 3 points)



## Les professions intermédiaires

83% des professions intermédiaires sont favorables au fait que les jeunes puissent en bénéficier (+ 6 points)

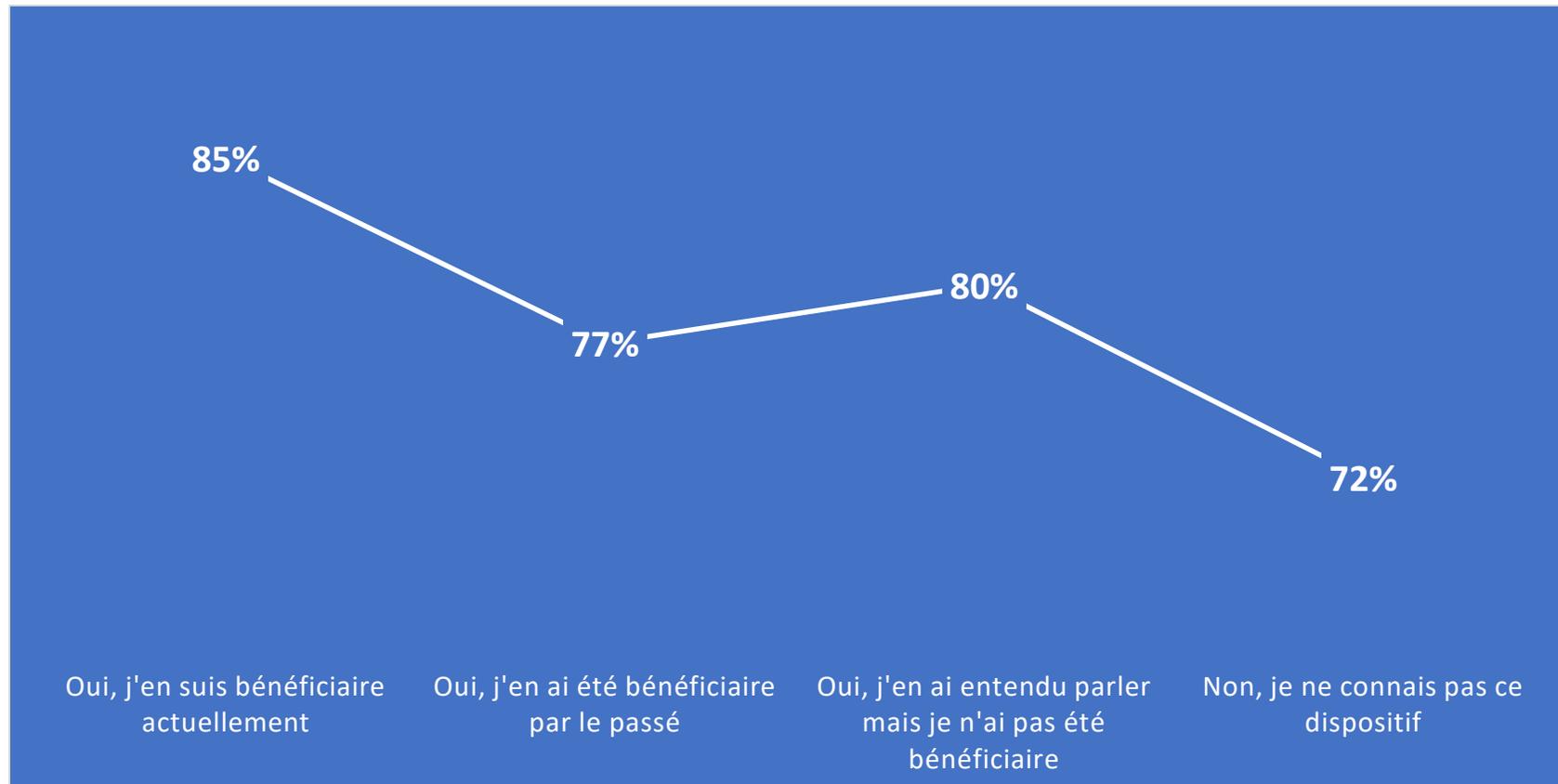


## Les personnes séparées ou divorcées

81% des personnes séparées ou divorcées s'expriment en ce sens (+ 4 points)

# Les bénéficiaires actuels de la prime d'activité approuvent davantage qu'en moyenne la possibilité pour les jeunes d'accéder au dispositif

« Cette prime d'activité est éligible aux moins de 25 ans. Pensez-vous que ... »  
(en % de « C'est plutôt une bonne chose »)  
Champ : ensemble de la population

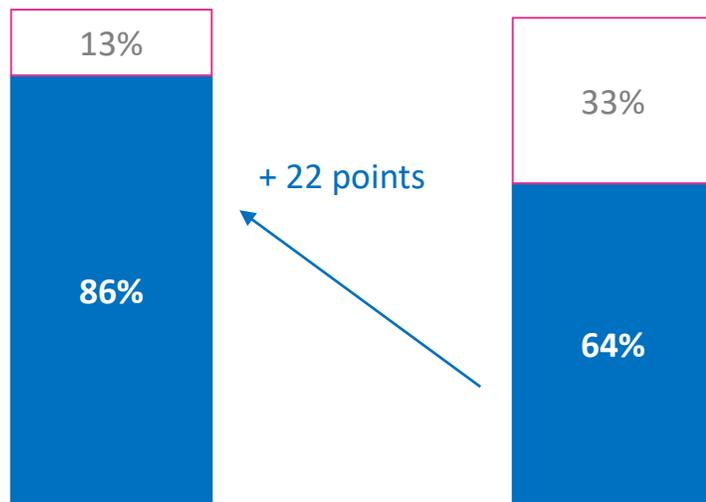


Source : Credoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# Plus globalement, les concitoyens qui expriment de la compassion à l'égard de la pauvreté sont plus nombreux qu'en moyenne à penser que l'accès du dispositif aux jeunes est une bonne chose

« Qu'est-ce qui explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? »

Champ : ensemble de la population



Plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance

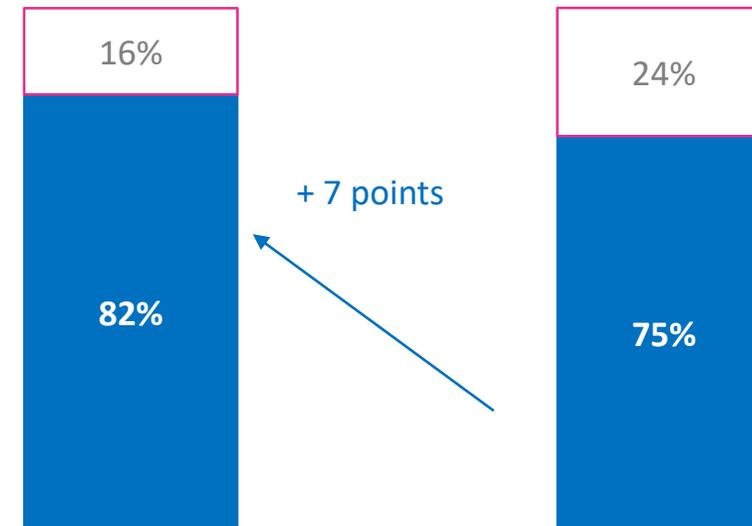
Plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort

■ C'est plutôt une bonne chose

□ C'est plutôt une mauvaise chose

« Si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi ? »

Champ : ensemble de la population



Plutôt pas d'accord avec l'idée que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi

Plutôt d'accord avec l'idée que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi

■ C'est plutôt une bonne chose

□ C'est plutôt une mauvaise chose

Source : Credoc, enquêtes Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# Quelles opinions sur le projet de Revenu Universel d'Activité (RUA) au début 2020

**STRATÉGIE**  
**DE PRÉVENTION ET**  
**DE LUTTE CONTRE**  
**LA PAUVRETÉ**



# Aujourd'hui : une galaxie de dispositifs aux publics et objectifs différents



# Les objectifs du Revenu Universel d'Activité

Le projet de Revenu Universel d'Activité, RUA, a été annoncé par le Président de la République le 13 septembre 2018 dans le cadre de la stratégie de la prévention et de lutte contre la pauvreté.

Les propos tenus par le Président de la République : « *Aujourd'hui notre système de solidarité est marqué par une trop forte complexité. Cette forte complexité favorise le non-recours aux aides sociales et elle ne permet pas un retour rapide à l'emploi. Le Revenu universel d'activité devra être un filet de sécurité adapté aux réalités des citoyens en situation de vulnérabilité. Il devra leur apporter un soutien financier, être lisible pour tous, être incitatif et accompagner la reprise d'une activité. Enfin, il devra permettre de lutter contre le non-recours aux aides sociales.* »

Il s'agirait de fusionner un certain nombre de prestations sociales et de minima sociaux. Les aides concernées n'ont pas encore été définies par le gouvernement qui a initié une consultation citoyenne.

Les ambitions portées par le gouvernement sont les suivantes :

- « **Offrir un système plus lisible** en regroupant et en harmonisant un maximum d'aides sociales »
- « **Assurer une existence digne aux bénéficiaires** : en instaurant un montant minimum permettant de faire du revenu universel d'activité un filet de sécurité »
- « **Encourager la reprise d'activité** en faisant en sorte qu'un allocataire retrouvant un travail touche systématiquement davantage à la fin du mois »
- « **Répondre à un principe d'équité** : en harmonisant le mode de calcul des droits au revenu universel d'activité »

<https://www.gouvernement.fr/revenu-universel-d-activite-lancement-de-la-consultation-citoyenne>

# Une concertation citoyenne autour de la mise en place du RUA

## Concertation institutionnelle

Avec la mise en place d'un comité national du Revenu universel d'activité

## Concertation publique

Consultation citoyenne en ligne autour de 3 thématiques : pourquoi le RUA ? A qui est-il destiné ? Quel fonctionnement ?

## Jury citoyen

Autour des enjeux du RUA mis en avant dans le cadre des concertations institutionnelle et citoyenne

## Projet de loi

# La concertation citoyenne

- 8 100 participants
- 10 813 contributions
- 3 285 participants



## La moitié des participants ont renseigné leur profil

- 29% sont allocataires d'une aide sociale
- 58% ne sont pas allocataires
- 11% sont des professionnels ou bénévoles de l'action sociale
- 2% représentant d'un acteur engagé dans la concertation

Source : Opinionway, décembre 2019, rapport synthétique de la consultation citoyenne en ligne

# Parmi les contributions les plus soutenues par les participants ...

- Prônent la mise en place d'un « **revenu de base vraiment universel** »
- Un revenu qui concerne l'ensemble des citoyens
- Le souhait que **l'obligation de recherche d'emploi ne s'impose pas à tous** (notamment les parents isolés ou encore les allocataires de l'AAH)
- **Individualisation du RUA**, plutôt que l'adresser à un foyer

Source : Ministère des solidarités et de la santé, janvier 2020



# Différentes visions du revenu universel/ d'existence/ de base co-existent dans le débat public

## Le projet de Revenu Universel d'Activité du gouvernement

Projet étudié par le gouvernement visant à fusionner un certain nombre d'aides et de minima sociaux.

Un projet qui entend harmoniser le plus grand nombre possible de minima sociaux et d'aides sociales (RSA, APL, prime d'activité, ASS, AAH, etc.). *«Le Revenu universel d'activité est une prestation sociale **sous conditions de ressources** qui vise à assurer un **revenu minimum aux personnes en situation de précarité**. Il pourra intégrer les aides au logement et la prime d'activité. Il pourrait également s'adresser à un public plus large que les aides actuelles (en s'ouvrant aux **jeunes**), voire remplacer les aides sociales qui participent à la solidarité en direction de certaines populations, et plus particulièrement les personnes en situation de handicap (l'AAH) et les personnes âgées (l'ASPA). »*

Une fusion dont les contours étaient, au moment de l'enquête, encore en réflexion (aides concernées, conditions de ressources et articulation avec la recherche d'une activité professionnelle ?)

## Revenu Universel d'existence

Également appelé « revenu républicain » ou « citoyen » ou « revenu d'existence » ou encore « revenu de base inconditionnel »,

**Différentes familles politiques, avec des philosophies et contours différents selon les époques, le défendent.**

Citons de manière non exhaustive

- le keynesien Milton Friedman qui y voit un moyen d'éviter l'empilement des dispositifs sociaux qui crée un esprit « d'assistanat », de créer un droit inhérent à la personne, et de garantir un minimum de ressources à chacun, les solidarités spontanées pouvant être insuffisantes
- le libéral Hayek, qui y voit un plancher minimum de ressources à la fois pour protéger les individus et les affranchir de dépendances communautaires
- le philosophe André Gorz dans son ouvrage « Métamorphoses du travail » (1988) dans lequel il soutient la thèse que l'industrie post-fordiste finira par abolir le travail et le salariat et que 2% de la population active suffira pour assurer la totalité de la reproduction matérielle. La plupart étant dispensés de la soumission au travail, il faut leur assurer un revenu suffisant pour garantir à chacun une vie décente.

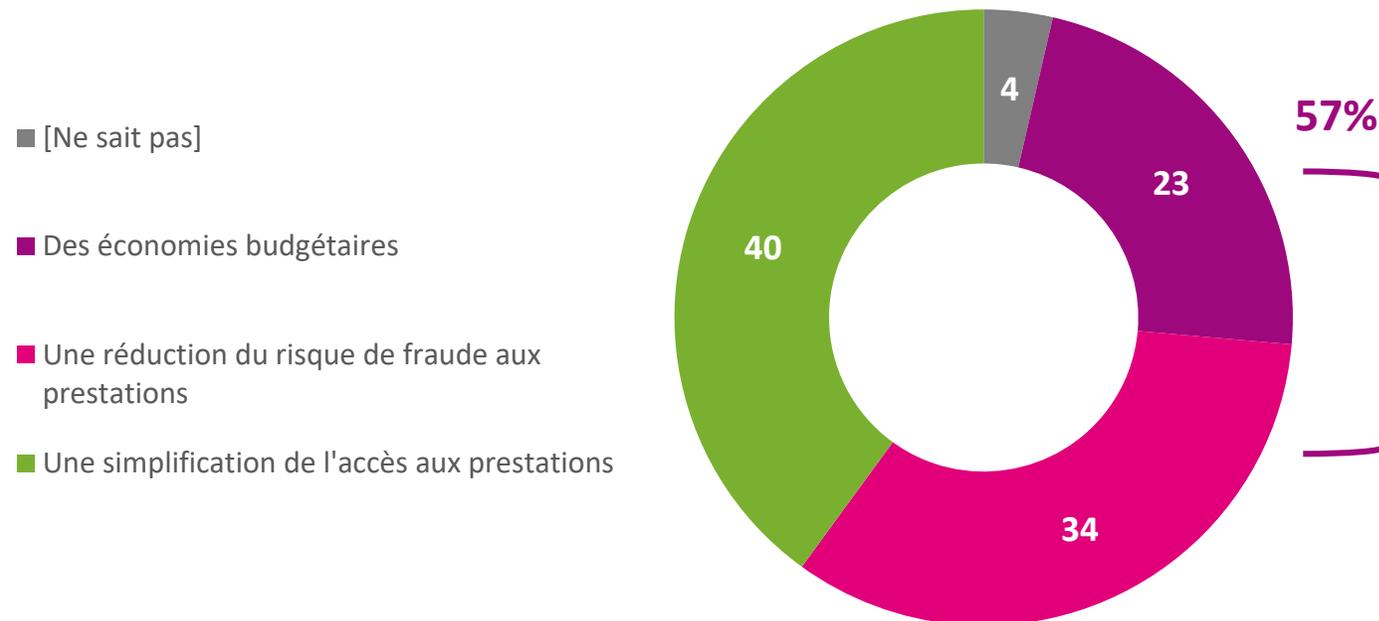
Selon les versions, il serait versé à tout citoyen, sans condition ou contrepartie liée à une activité professionnelle. Il pourrait s'agir d'un projet de revenu attaché à l'individu, indépendamment de sa condition familiale ou d'emploi et dont le montant serait identique pour tous

**Dans l'opinion, les économies budgétaires et la lutte contre la fraude sont les principaux bénéfices perçus du RUA**

# Près de six Français sur dix pensent que l'intérêt principal de la fusion des aides est à rechercher du côté de la lutte contre la fraude ou la possibilité de faire des économies

Quel intérêt verriez-vous principalement à cette fusion ?

Champ : ensemble de la population

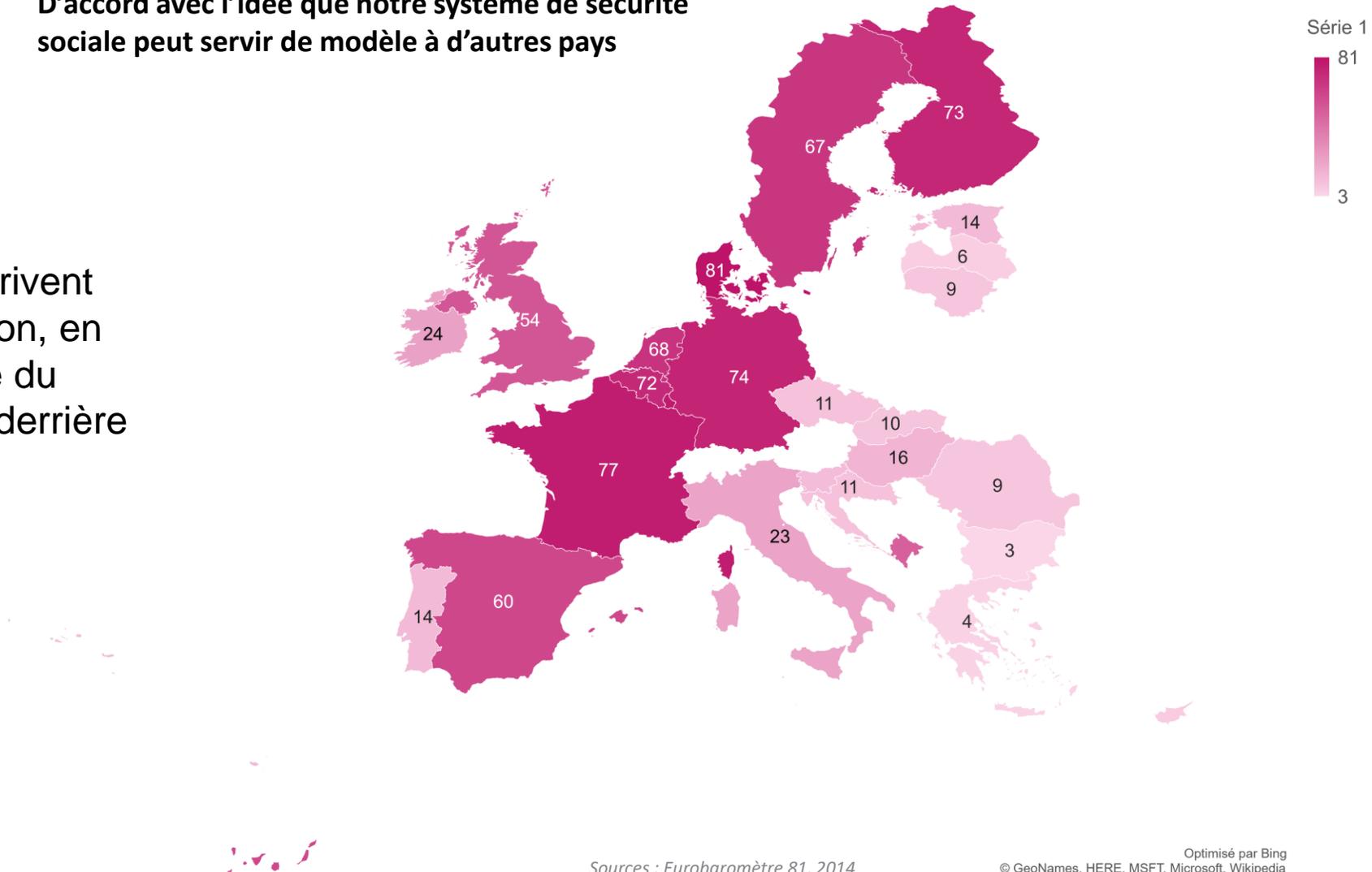


Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, question CNAF

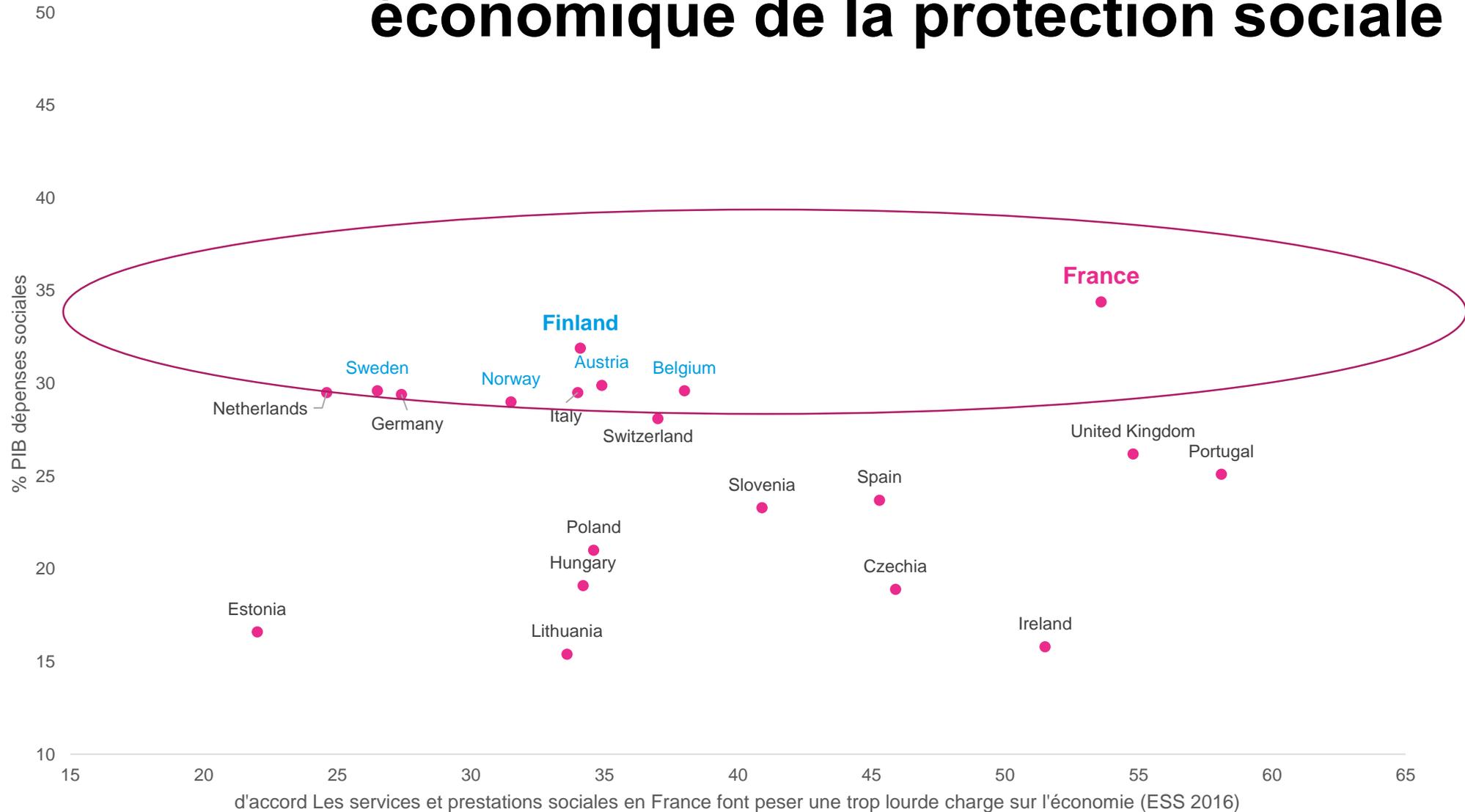
# Les Français sont parmi les plus fiers de leur système de protection sociale

D'accord avec l'idée que notre système de sécurité sociale peut servir de modèle à d'autres pays

Les Français arrivent sur cette question, en deuxième place du palmarès juste derrière le Danemark

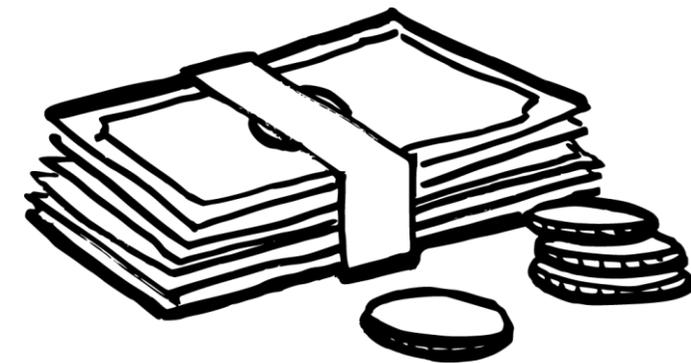
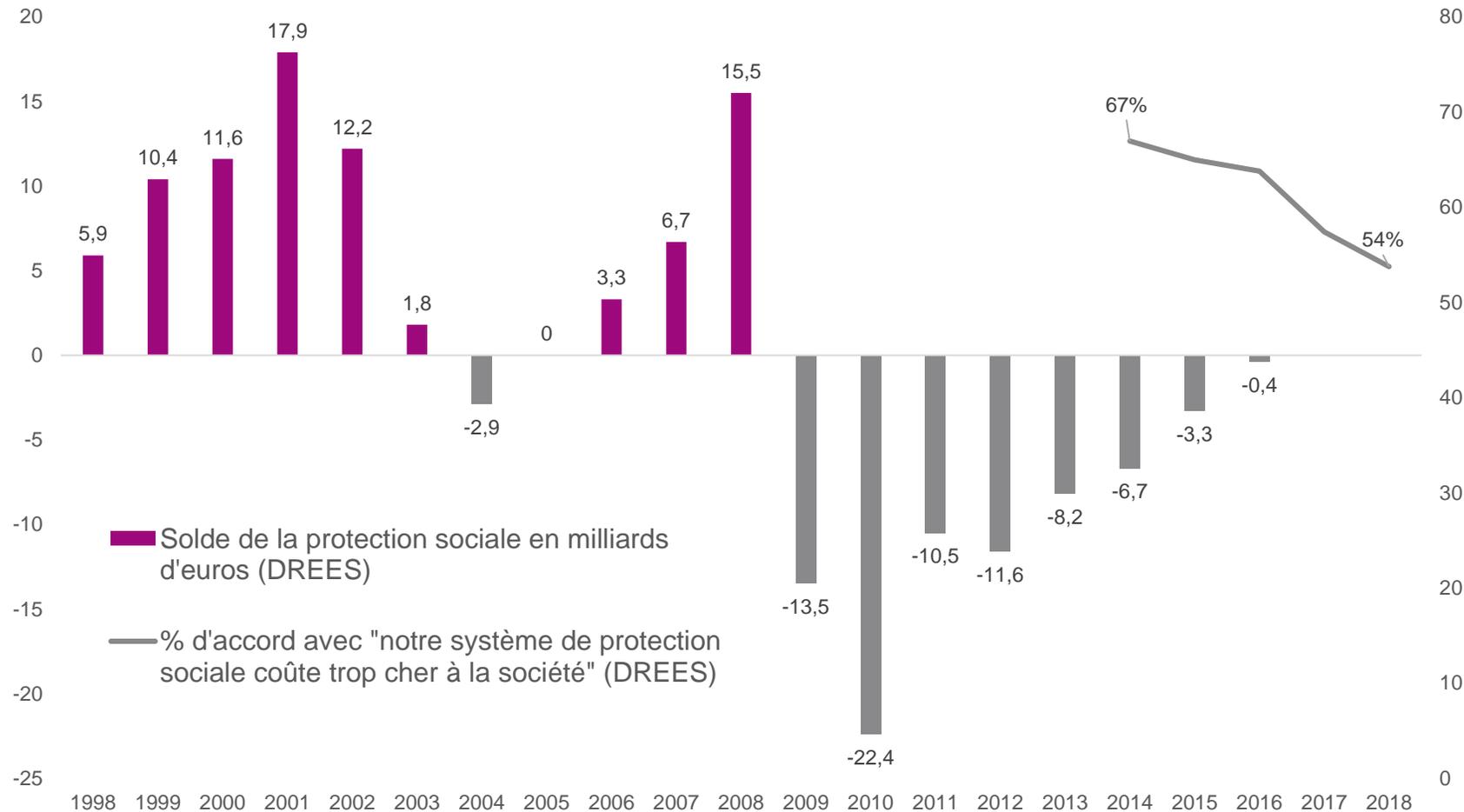


# Mais ils sont inquiets de l'impact économique de la protection sociale



Source : Crédoc, European social survey 2016, Eurostat 2016

# Des inquiétudes qui varient en liaison avec l'équilibre du système (et devraient donc augmenter avec la crise de la covid-19)



# Faire des économies de budget : un point de vue relativement consensuel



## Des concitoyens un peu plus optimistes sur leurs conditions de vie

28% des citoyens qui pensent que leur niveau de vie s'est amélioré pointent l'intérêt de faire des économies de budget (vs 23% en moyenne)



25% des citoyens qui considèrent que les pouvoirs publics font ce qu'ils doivent pour les plus démunis voient dans l'intérêt principal de la fusion la possibilité de faire des économies de budget (+ 2 points)



## Plutôt confiants envers le gouvernement actuel

28% des citoyens qui ont « plutôt confiance » dans le gouvernement actuel pensent que l'intérêt principal de la fusion est à rechercher dans les économies de budget (vs 23% en moyenne générale, +5 points)

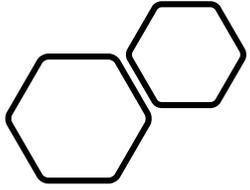


## Plutôt un regard compatissant envers les chômeurs

26% de ceux qui pensent que le RSA donne un coup de pouce nécessaire (vs risque d'inciter les gens à s'en contenter) pensent que la fusion peut permettre des économies de budget (+ 3 points)

24% de ceux qui pensent que la pauvreté est plutôt liée à un manque de chance

27% des citoyens qui pensent que le nombre de chômeurs va se stabiliser dans un avenir proche pensent que la réforme peut permettre des économies budgétaires (+4 points)



# La réduction du risque de fraudes est davantage mise en avant par...

## Les moins diplômés

46% des non diplômés pensent que la réduction des fraudes est un enjeu principal de la fusion des aides (vs 34% en moyenne générale, soit 12 points de plus)



## Les plus âgés

46% des 70 ans et plus partagent ce point de vue (+12 points)



## Des concitoyens plus inquiets

39% de ceux qui pensent que leurs conditions de vie vont se dégrader évoquent cet enjeu (+5 points)



## Davantage de concitoyens moins confiants envers le gouvernement actuel

36% des individus qui n'ont « pas du tout confiance » et 36% également de ceux qui n'ont « plutôt pas confiance » dans le gouvernement pensent en premier lieu à la réduction du risque de fraudes.

41% des citoyens qui veulent **plus d'ordre** dans la société partagent cette idée (+7 points)



## Des concitoyens plus méfiants envers les autres

38% des citoyens qui pensent qu'on est **jamais assez méfiants** pensent à la réduction de la fraude comme enjeu principal de la fusion des aides (vs il est possible de faire confiance aux autres)



## Plus souvent des concitoyens qui portent un regard de défiance à l'égard des chômeurs et des pauvres

44% des concitoyens qui pensent que **les pouvoirs publics en font trop pour les plus démunis** pensent que l'enjeu principal de la fusion des aides est la réduction du risque de fraudes (soit 10 points de plus)

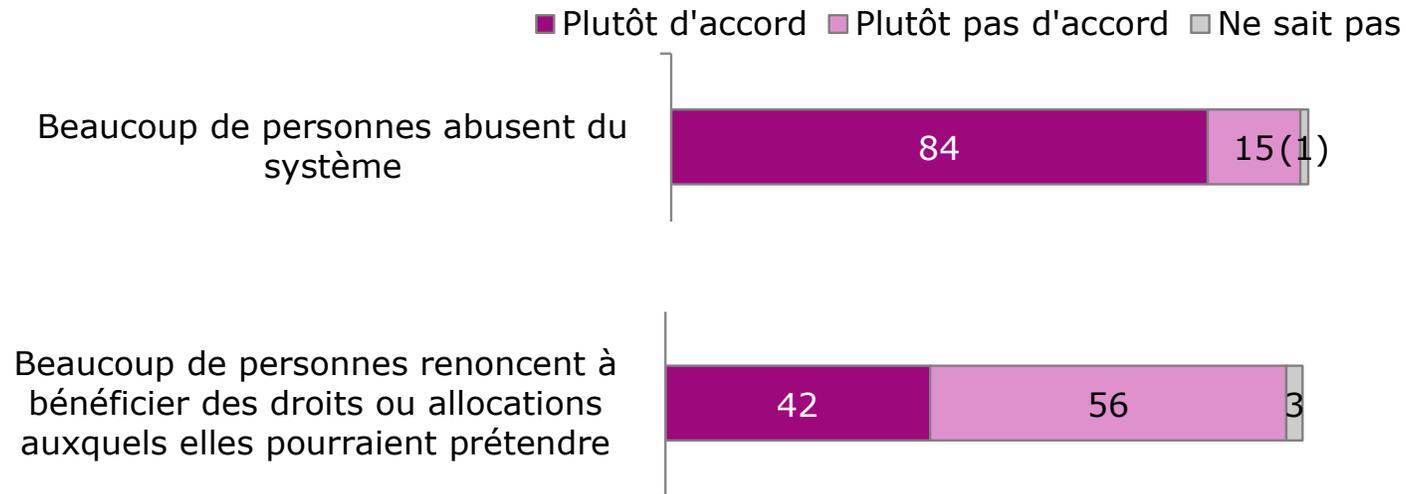


41% des Français qui pensent que le RSA risque d'inciter les gens à s'en contenter (+7 points)

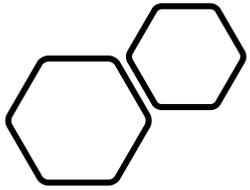
# Un soupçon de fraude très répandu

Les situations d'abus sont, aux yeux des Français, beaucoup plus fréquentes que celles du non-recours

Il existe dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations auxquels les citoyens peuvent prétendre: allocations chômage, allocations familiales, logement social, aide juridictionnelle, RSA, Allocation pour les personnes âgées (APA), Couverture Maladie Universelle (CMU), tarifs sociaux pour l'électricité, le gaz, les transports, etc. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ? (en %)



Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2014.



# L'argument de la simplification de l'accès aux prestations convainc plus particulièrement...

## Les hauts revenus et les diplômés du supérieur

44% des hauts revenus et 44% des diplômés du supérieur pensent que l'intérêt principal de la fusion des aides est à rechercher du côté de la simplification de l'accès aux prestations (vs 40% en moyenne générale, soit 4 points de plus)



## Plus sereins quant à l'évolution du chômage

45% de ceux qui pensent que le nombre de chômeurs va diminuer dans les années à venir pensent à la simplification de l'accès aux aides comme enjeu de la réforme (+5 points)



## Plus confiants envers le gouvernement

49% des concitoyens qui ont « tout à fait confiance » dans le gouvernement actuel voient la simplification de l'accès aux prestations comme intérêt majeur de la fusion (+ 9 points)

46% des citoyens qui plaident pour des réformes progressives s'expriment en faveur de la simplification de l'accès aux aides



## Plus confiants envers les autres en général

48% des individus qui indiquent qu'il est possible de faire confiance aux autres (vs on est jamais assez méfiant) partagent ce point de vue (+8 points)



## Plus souvent des concitoyens qui portent un regard de compassion à l'égard de la pauvreté

45% des concitoyens qui pensent que les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les plus démunis partagent ce point de vue (+5 points)

Ainsi que 47% des personnes qui pensent que la pauvreté est liée à un manque de chance plutôt qu'à un manque d'effort (+ 7 points)

**Une opinion partagée  
sur le principe et le  
périmètre des aides à  
fusionner**

**STRATÉGIE  
DE PRÉVENTION ET  
DE LUTTE CONTRE  
LA PAUVRETÉ**

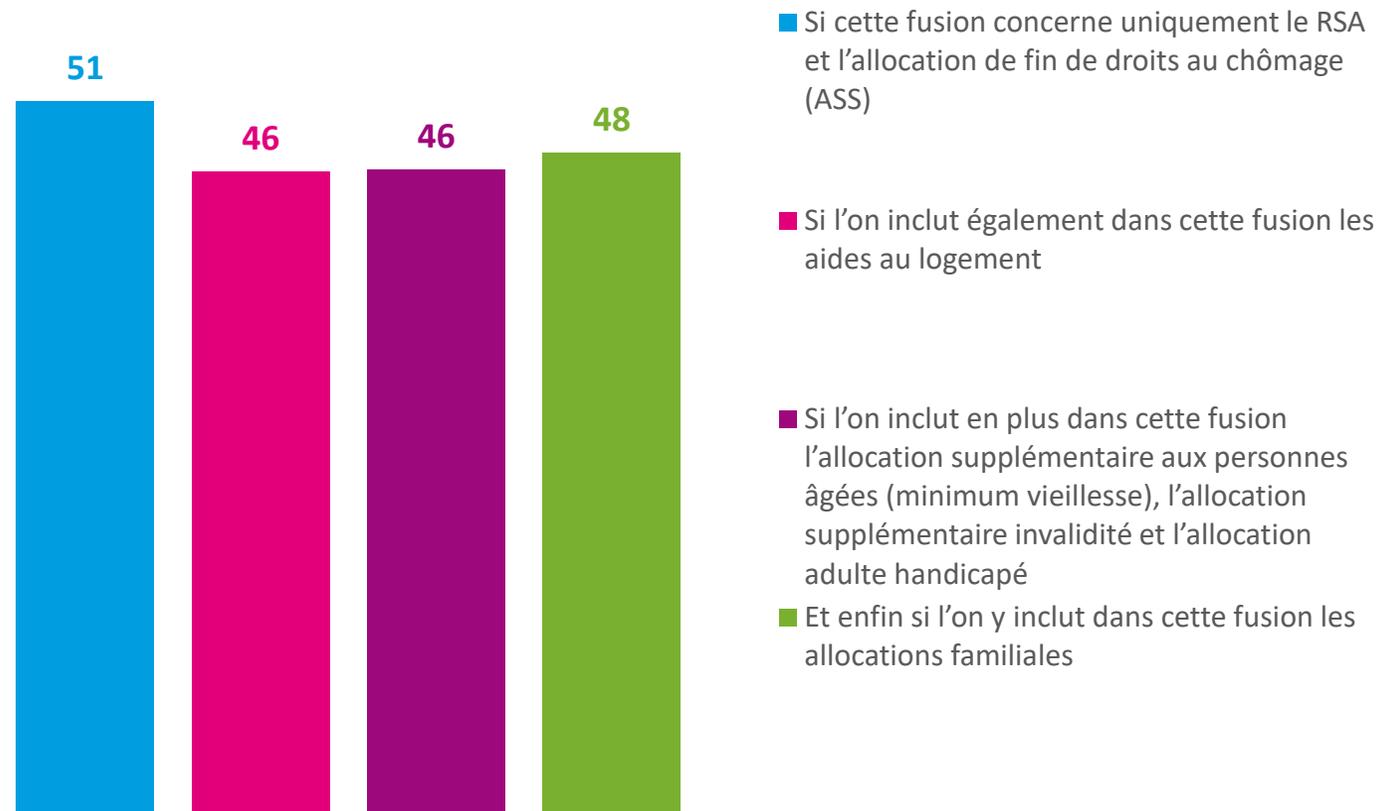


**CRÉDOC**

# Un Français sur deux est favorable aux hypothèses de fusion des aides

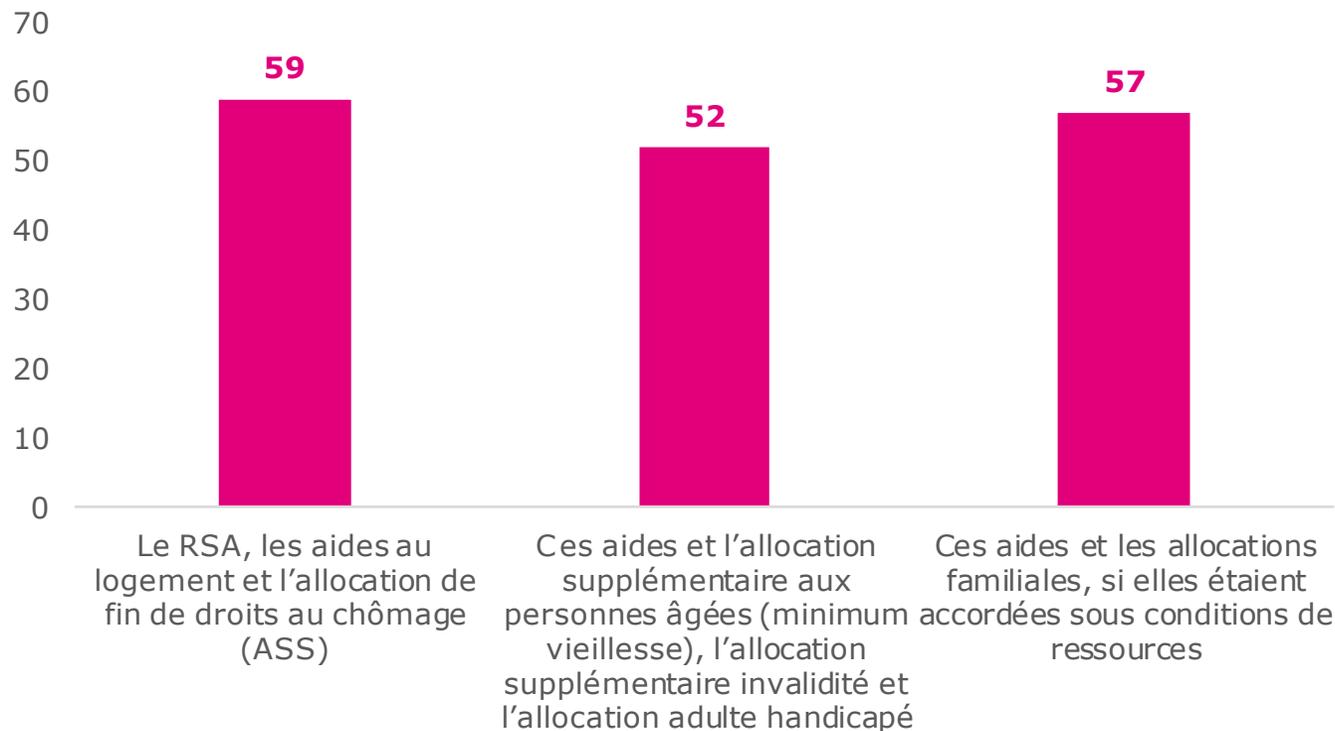
Actuellement, il existe une dizaine d'aides sociales sous conditions de ressources, variant selon la situation administrative des usagers : handicap, invalidité, vieillesse, emploi, logement... Seriez-vous favorable à une fusion des aides sociales actuelles en une allocation unique ?

Champ : ensemble de la population (En % d'opinions favorables)



# Une adhésion de principe proche de celle observée sur d'autres configurations en 2018

« Actuellement, il existe une dizaine d'aides sociales sous conditions de ressources, variant selon la situation administrative des usagers : handicap, invalidité, vieillesse, emploi, logement... Seriez-vous favorable à ce que l'on fusionne en une seule allocation ? »  
Champ : ensemble de la population (En % d'opinions favorables)



**Une préférence pour une fusion qui conserve des variations selon la situation des usagers**

**59% sont favorables en 2018 à la fusion RSA, AL et ASS**

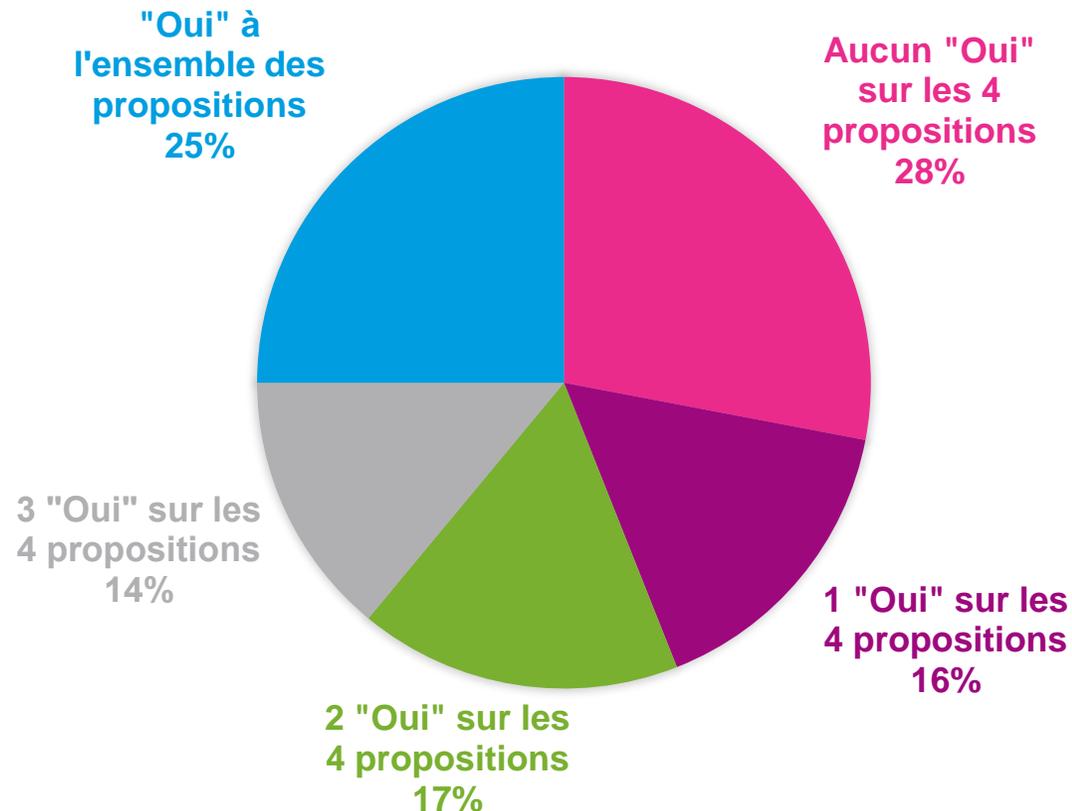
**Le taux tombe à 46% en 2020 alors que la proposition n'incluait pas l'adaptation selon la situation de usagers**

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2018.

# L'étendue des aides à fusionner divise les Français

Actuellement, il existe une dizaine d'aides sociales sous conditions de ressources, variant selon la situation administrative des usagers : handicap, invalidité, vieillesse, emploi, logement... Seriez-vous favorable à une fusion des aides sociales actuelles en une allocation unique ?

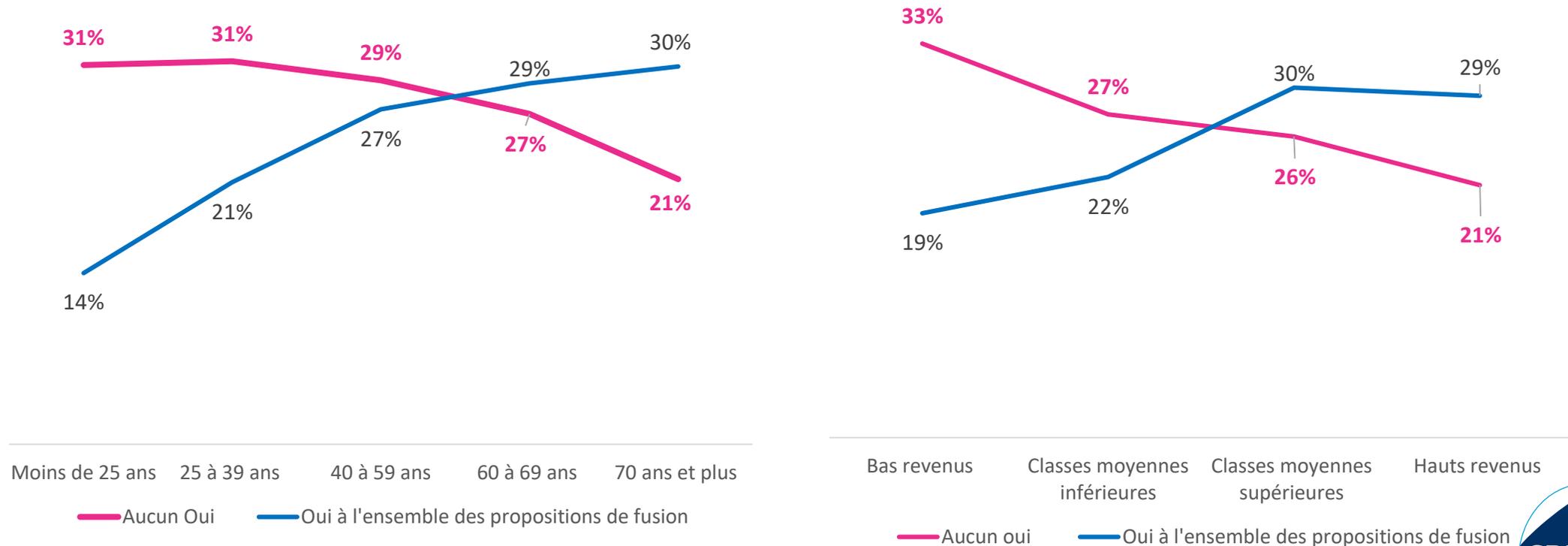
Champ : ensemble de la population (En % d'opinions favorables)



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, question posée par la CNAF

# Les jeunes et les bas revenus (plus directement concernés) sont moins favorables aux hypothèses de fusion

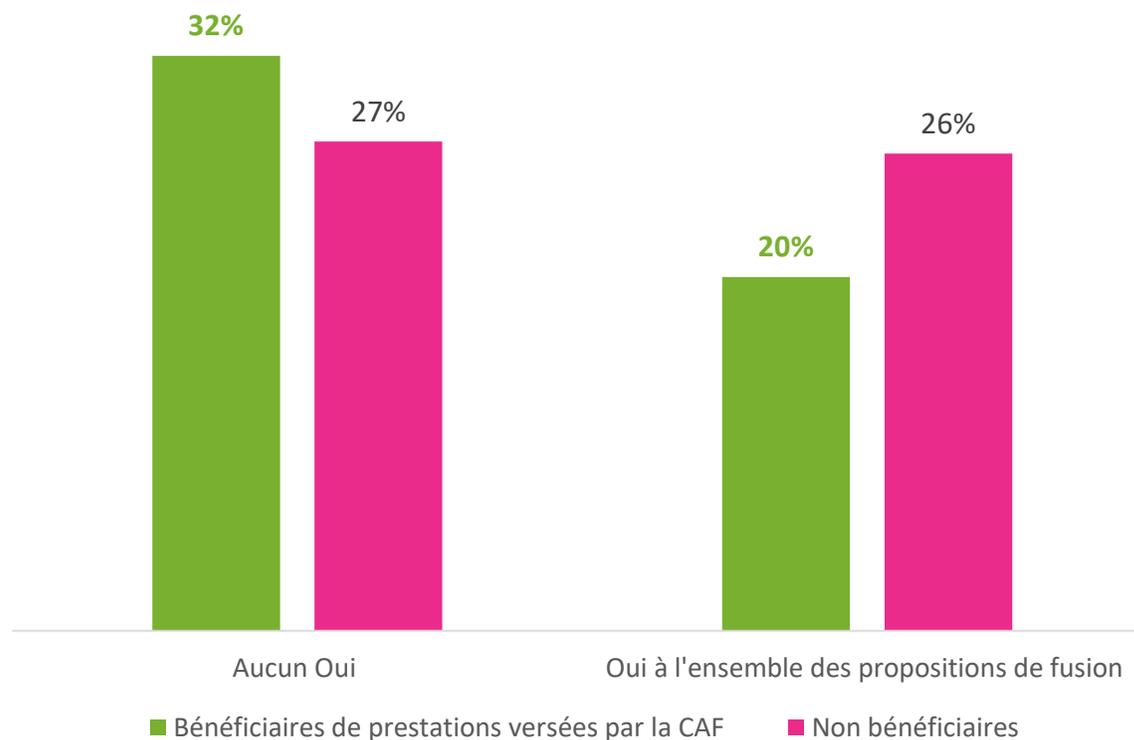
Les jeunes et les bas revenus se prononcent moins en faveur de l'ensemble des hypothèses de fusion des aides



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# Les personnes qui reçoivent des prestations de la CAF sont moins favorables aux 4 scénarii de fusion

Touchez-vous une prestation versée par la CAF ?  
Champ : ensemble de la population



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020, question posée par la CNAF

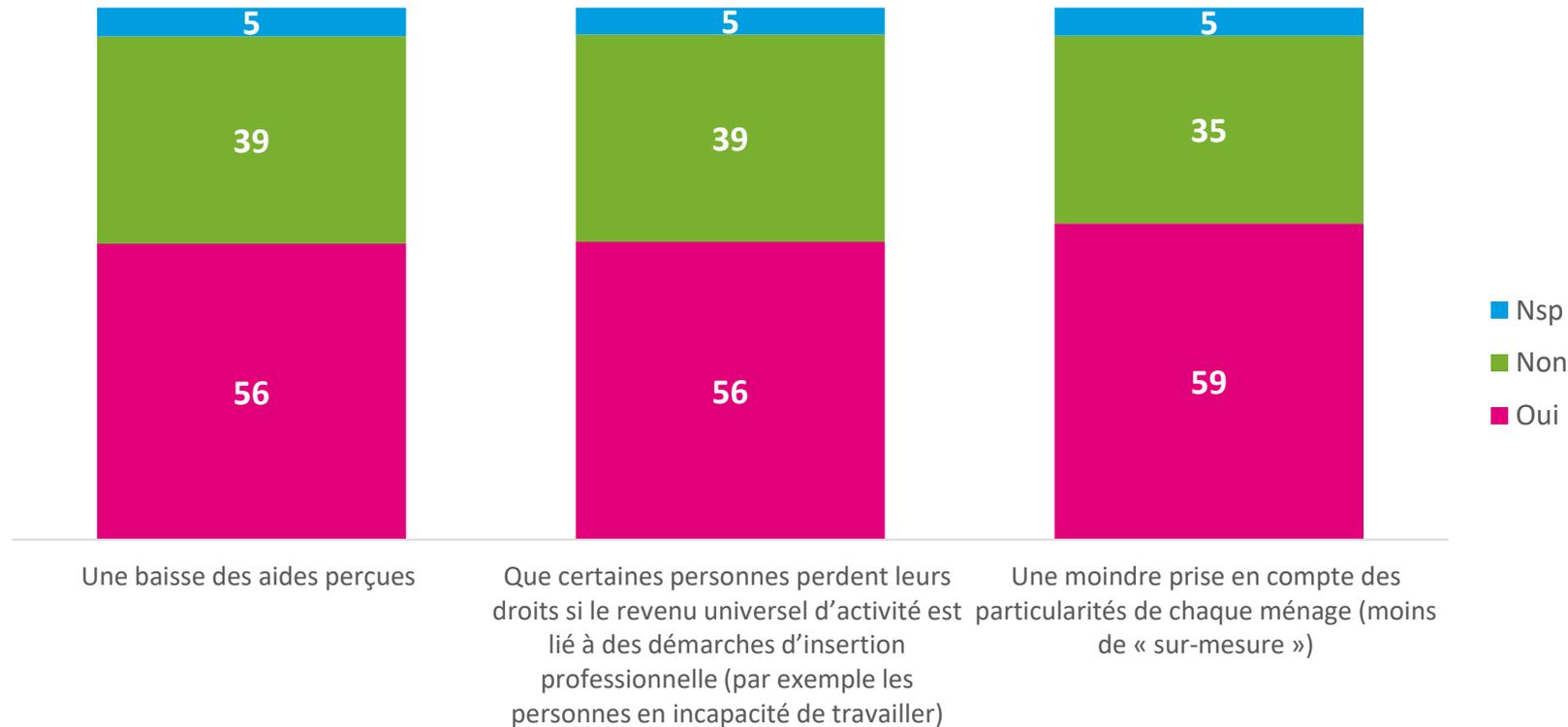
---

**La crainte d'une  
baisse des aides et  
d'un manque  
d'adéquation aux  
situations  
personnelles**



# Près de six Français sur dix pensent que l'inconvénient de cette fusion pourrait être une moins bonne prise en compte des particularités individuelles

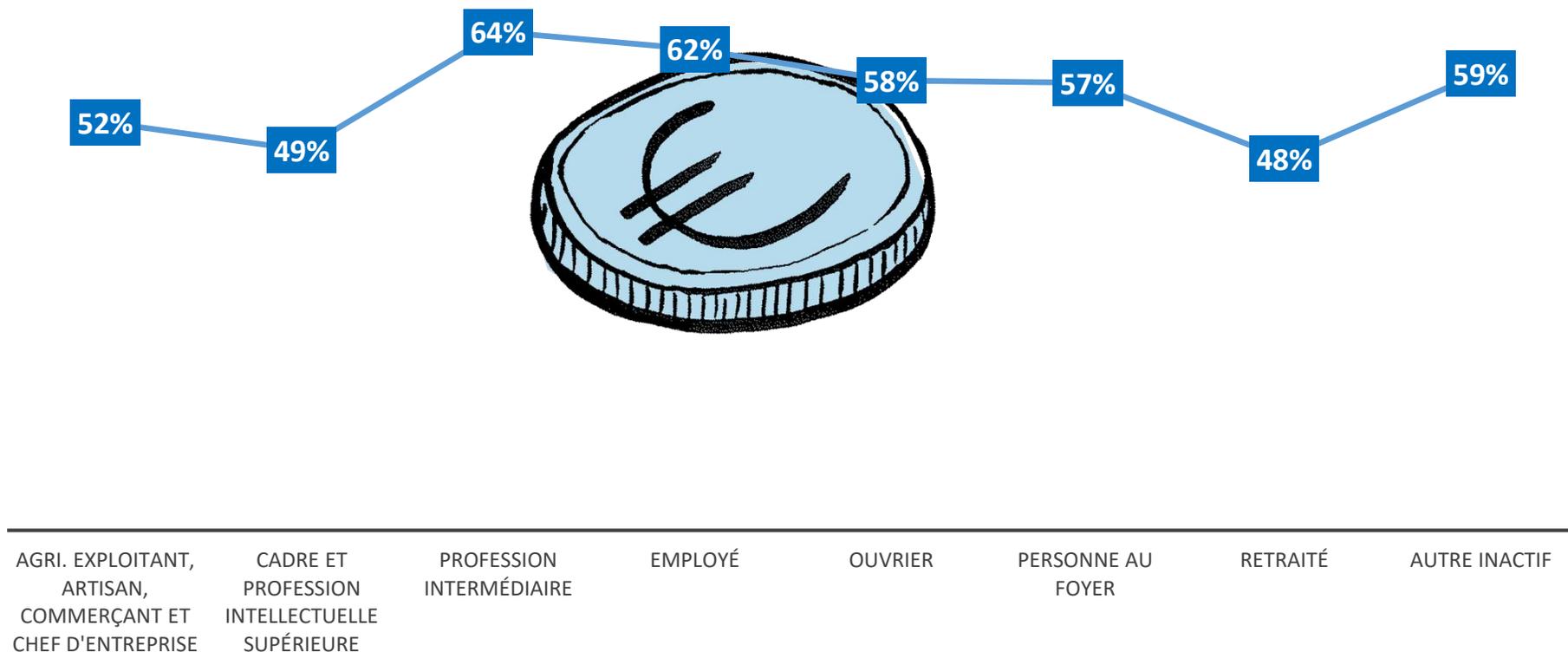
« Selon vous, quels pourraient être les inconvénients de cette fusion pour les allocataires ? »  
Champ : ensemble de la population



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020

# La crainte de la baisse des aides perçues est davantage partagée par les professions intermédiaires et les employés

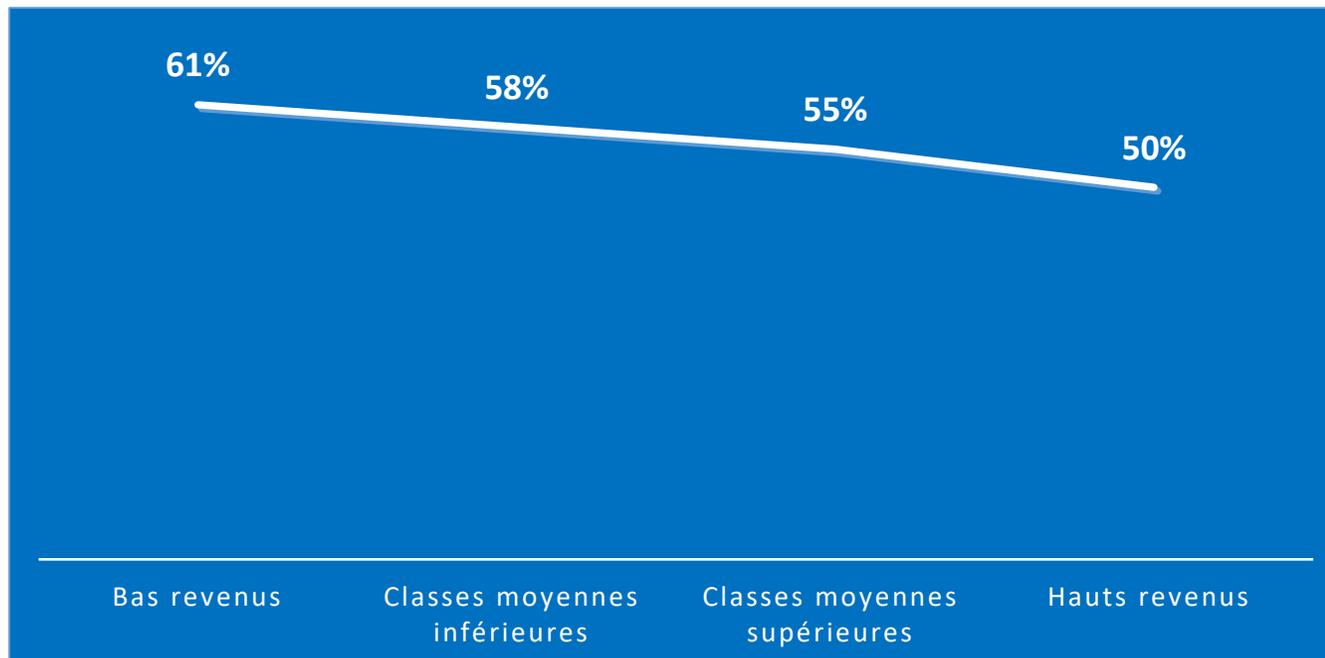
« Selon vous, quels pourraient être les inconvénients de cette fusion pour les allocataires ? »  
(en % de « une baisse des aides perçues »)



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020  
Champ : ensemble de la population

# Une crainte plus souvent exprimée par les bas revenus et les bénéficiaires de prestations de la CAF

« Selon vous, quels pourraient être les inconvénients de cette fusion pour les allocataires ? »  
(en % de « une baisse des aides perçues »)



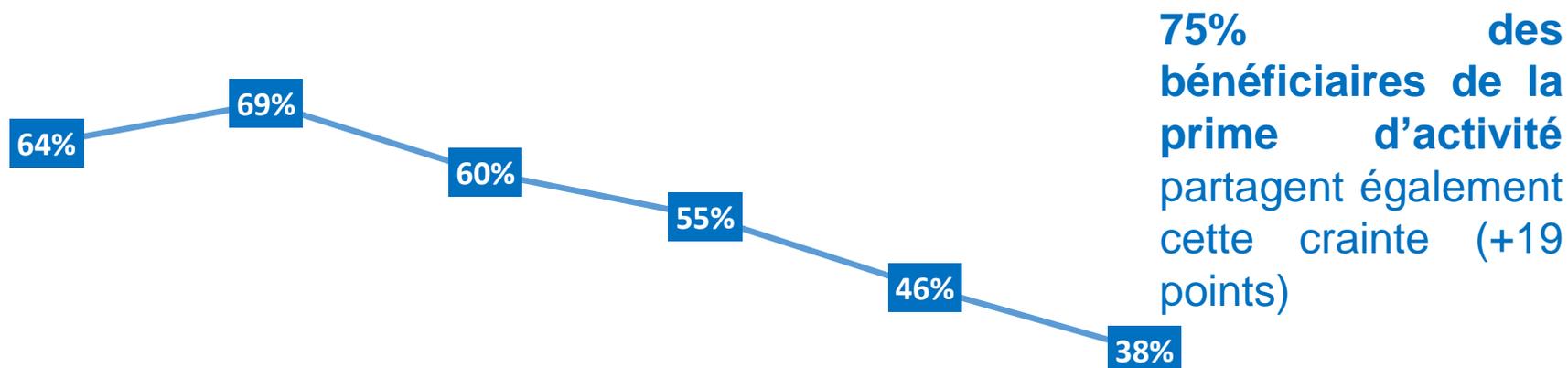
**70%** des bénéficiaires d'une allocation versée par la CAF partagent également cette crainte (+14 points)



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020  
Champ : ensemble de la population

# Les Gilets Jaunes et les personnes qui soutiennent le mouvement partagent davantage cette crainte de la baisse des aides

« Selon vous, quels pourraient être les inconvénients de cette fusion pour les allocataires ? »  
(en % de « une baisse des aides perçues »)



VOUS ÊTES VOUS-MÊME UN 'GILET JAUNE'    VOUS SOUTENEZ CE MOUVEMENT    VOUS AVEZ DE LA SYMPATHIE POUR LUI    VOUS NE SAVEZ PAS QUOI EN PENSER    VOUS Y ÊTES OPPOSÉ    VOUS Y ÊTES HOSTILE

Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020  
Champ : ensemble de la population



**Les craintes liées à la  
nécessité de réaliser  
des démarches  
d'insertion  
professionnelle**

**Plus souvent partagées par les citoyens  
allocataires de prestations versées par  
la CAF**

**et les personnes en prise avec un  
handicap ou des problèmes de santé**



# Les craintes liées à la nécessité de réaliser des démarches d'insertion professionnelle

Une crainte également plus souvent partagée par :

- 66% des personnes qui touchent une allocation de la CAF (+10 points)
- 68% des bénéficiaires de la prime d'activité (+12 points)
- 60% des professions intermédiaires (+ 4 points)
- 59% des bas revenus et 58% des classes moyennes inférieures (vs 56% en moyenne générale, soit respectivement 3 et 2 points de plus)

# Une crainte plus souvent exprimée par les personnes en prise avec un handicap ou des problèmes de santé

- 61% des personnes qui déclarent un handicap ou une maladie chronique se sont exprimées en ce sens (vs 56% en moyenne générale)
- C'est aussi plus souvent le cas des personnes qui déclarent avoir souffert :
  - de nervosité au cours des quatre dernières semaines (62% vs 56% en moyenne générale)
  - D'insomnies (60% vs 56% en moyenne générale)
  - De maux de dos (60% également)
  - Ou encore d'un état dépressif (59%)





Quatre grandes associations dans le champ du handicap (Apajh, APF France handicap, Unafam et Unapei) ont fait part de leurs inquiétudes quant à l'éventuelles intégration de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) au RUA.

**A l'occasion de la Conférence Nationale du Handicap le 11 février dernier, le Président de la République a annoncé que l'AAH ne serait pas intégrée au RUA.**

L'allocation aux adultes handicapés (AAH) est une aide financière qui vous permet d'avoir un minimum de ressources. Cette aide est attribuée sous réserve de respecter des critères d'incapacité, d'âge, de résidence et de ressources. Elle est accordée sur décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). Son montant vient compléter vos éventuelles autres ressources.

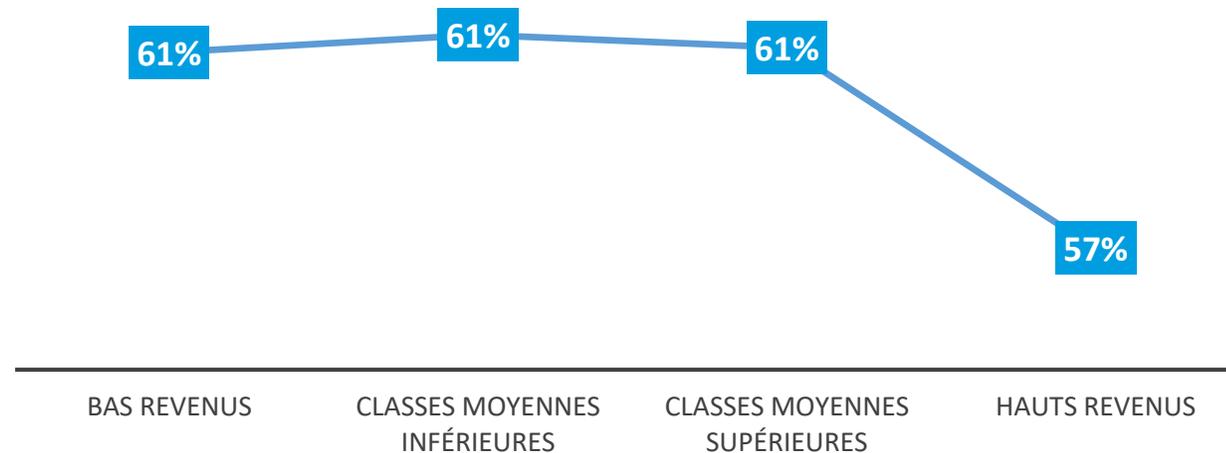
## **Les craintes d'une moins bonne prise en compte des particularités individuelles**

- **Des craintes plus souvent partagées par les allocataires des prestations de la CAF**
- **Ou encore les bénéficiaires de la prime d'activité**



- **71% des personnes qui perçoivent des allocations de la CAF** partagent cette crainte (vs 59% en moyenne, soit 12 points de plus)
- **63% des employés** expriment également cette inquiétude (+ 4 points)
- Une crainte partagée par 61% des bas revenus, des classes moyennes inférieures et supérieures

« Selon vous, quels pourraient être les inconvénients de cette fusion pour les allocataires ? »  
(en % de « une moindre prise en compte des particularités de chaque ménage, moins de sur-mesure »)

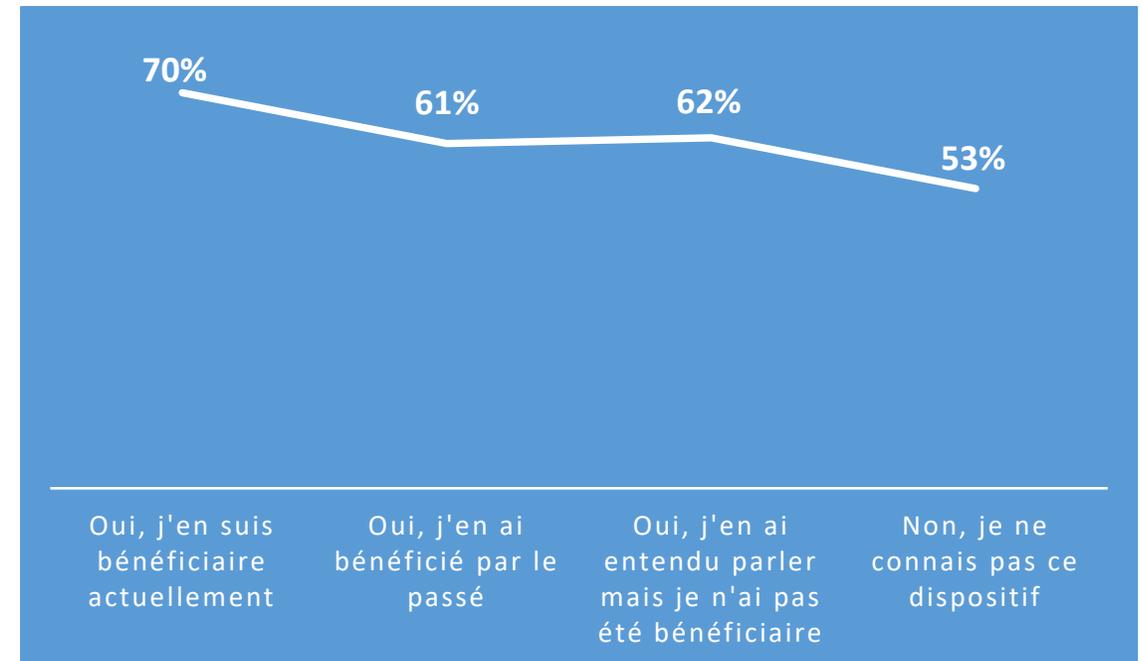


Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020  
Champ : ensemble de la population

**70% des bénéficiaires de la prime d'activité craignent une moins bonne prise en compte des situations individuelles en cas de fusion des aides (+ 11 points)**

**68% des personnes qui soutiennent le mouvement des Gilets Jaunes partagent ce point de vue (+9 points)**

**« Selon vous, quels pourraient être les inconvénients de cette fusion pour les allocataires ? »**  
(en % de « une moindre prise en compte des particularités de chaque ménage, moins de sur-mesure »)



Source : Credoc, enquête Conditions de vie et aspirations, janvier 2020  
Champ : ensemble de la population

# Principaux enseignements

Une opinion relativement peu préoccupée par la pauvreté, même en avril 2020, malgré la crise sociale et économique qui s'annonce en liaison avec la crise de la Covid-19. Des Français plus inquiets de la question du **financement de la protection sociale, et en particulier des retraites**

Une **bonne notoriété de la prime d'activité**, après l'annonce du chef de l'Etat, suite à la crise des gilets jaunes. Une notoriété néanmoins moins forte que celle d'autres dispositifs aux publics aussi larges

Un **soutien de l'opinion à l'élargissement** de la prime d'activité opéré suite au mouvement des gilets jaunes, ainsi qu'à sa stabilité

Une **prime qui touche bien sa cible** : des travailleurs pauvres, aux emplois plus précaires (intérim, CDD, temps partiel subi), souvent dans le secteur privé, des jeunes, des femmes, des foyers monoparentaux  
Et rencontre un écho sur le plan des valeurs (le soutien au travail) auprès de son public

Une **opinion plus divisée concernant le RUA** : une opinion partagée quelles que soient les hypothèses testées, **pas de consensus sur le périmètre** des aides à intégrer, **des inquiétudes** sur le manque d'adéquation des aides aux besoins, ou des contreparties attendues en termes d'activité professionnelle, particulièrement élevées auprès des publics directement concernés, mais présentes plus généralement dans l'opinion

Un projet dont, en l'état, les principaux avantages perçus sont la possibilité de **faire des économies et lutter contre la fraude**